



Revue de presse « Défense »

(contact : adulou@numericable.fr)

Votre avis nous intéresse : si vous voulez réagir à un article de la Revue de presse, vous pouvez soit contacter directement le responsable de thème de Défense soit réagir en adressant un courriel à l'adresse indiquée ci-dessus.

L'équipe de la Revue de presse Défense vous remercie de votre confiance et de votre intérêt pour son travail, toutes vos suggestions sont les bienvenues. Cette revue de presse paraît désormais sur le site de l'UNION-IHEDN, à l'adresse : <http://www.union-ihedn.org/les-actualites/revue-de-presse/>



La revue de presse défense souhaite une bonne fête à tous les cavaliers.

Date : 23 avril 2019

Prochaine diffusion : le vendredi 3 mai 2019

Sommaire des articles proposés

- 1) Enjeux de la Défense, Doctrine, Concepts, Missions :
 - *Militarisation de l'espace, armes antisatellites, dommages collatéraux : la nouvelle course à l'armement des puissances spatiales*
 - *Echange inédit de généraux entre l'armée de terre et l'US Army*
- 2) Relations internationales - Europe de la défense - OTAN :
 - *Washington sanctionnera tout pays qui continue à acheter du pétrole à l'Iran*
 - *Biélorussie, Turquie : l'Union européenne à l'heure des Etats pivots*
 - *Corée du Nord : Kim Jong-Un ira « prochainement » en Russie pour rencontrer Poutine*
- 3) Armements - Industries - Économie :
 - *Chantiers navals militaires : faut-il les fusionner ?*

- *Ryanair ouvre un hub à Brussels South Charleroi Airport*
 - *Chez Piriou et Ufast, Florence Parly met l'accent sur les ETU et PME de la navale*
 - *Pétrole : le panier de l'OPEP à plus de 72 dollars le baril*
- 4) Les forces armées - Air - Marine - Terre - Gendarmerie :
- *La France remporte l'exercice international de cyberdéfense Locked Shields 2019*
 - *Looping, le chien de l'armée de terre qui détecte le cancer*
 - *Mission Clémenceau : l'USS John C Stennis et le Charles de Gaulle renforcent leur interopérabilité en mer*
 - *Un nouveau chien héros dans l'armée de l'air*
- 5) Zones de conflits :
- *Alors que l'armée exige la levée des barrages, les manifestants soudanais maintiennent la pression*
 - *Iran et Pakistan veulent créer une 'force commune' contre les groupes armés*
 - *Le groupe Etat islamique revendique des attentats au Sri Lanka*
 - *Un casque bleu égyptien tué par un engin explosif improvisé au Mali*
- 6) Renseignements et menaces :
- *Berry : le Liban est prêt à délimiter ses frontières maritimes, sous l'égide de l'ONU*
 - *D'après la CIA, Huawei serait financé par l'armée et le renseignement chinois*
 - *Exercice du groupement tactique de l'OTAN en Lituanie*
 - *Le Conseil d'Etat rejette les demandes de rapatriement de ressortissantes françaises et de leurs enfants retenus en Syrie*
- 7) Sécurité intérieure :
- *Témoignage . Fusillade à Nantes : « Ils tiraient partout »*
- 8) Énergie environnement climat :
- *Aides d'Etat : la commission autorise un soutien de 385 millions d'euros en faveur de la production d'électricité à partir de sources renouvelables en Lituanie*
 - *Au Groenland, les glaciers fondent de plus en plus vite. Et « ça fait peur »*
 - *Birmanie : 2 morts, une cinquantaine de disparus dans un glissement de terrain dans une mine de jade*
- 9) Géopolitique de la culture :
- *Requiem pour la charpente de Notre-Dame de Paris*
 - *Le bal des hypocrites*
- 10) Géopolitique de l'information :
- *Huawei va déployer la 5G en Egypte pour la coupe d'Afrique des Nations*
 - *CIR : l'Europe approuve la création d'une base de données biométriques*
 - *Pour Kaspersky, l'ouverture du code source va devenir incontournable*
 - *Internet : Free et SFR cumulent plus de la moitié des résiliations en 2018*
 - *Les mots de passe de 2 millions de réseaux WI-FI ont fuité sur Internet*
- 11) Jour après Jour : 23 avril 2019
- 12) Revue de presse internationale en langue étrangère :
- *Pentagon declines to disclose US nuclear weapons stockpile*
 - *US shrugs as North Korea demands Pompeo exit talks*

- *US says N.Korean test not a ballistic missile*
- *Hungary will lead NATO's Baltic Air Policing next month*
- *China using AI to identify Uighurs across China : NYT*
- *India suspends Kashmir border trade with Pakistan*

13) Liste d'articles non retenus mais pouvant être consultés sur demande.

Votre avis nous intéresse : si vous voulez réagir à un article de la Revue de presse, vous pouvez contacter directement le responsable de la revue, en adressant un courriel à : adulou@numericable.fr, ou au webmaster du site « union-ihedn.org ».

1/ ENJEUX DE LA DEFENSE - DOCTRINE - CONCEPTS – MISSIONS

□ □THEME 1 - 1 : Militarisation de l'espace, armes antisatellites, dommages collatéraux : la nouvelle course à l'armement des puissances spatiales

Source, journal ou site Internet : Le portail de l'IE

Date 19 avril 2019

Auteurs : JF

Adressé par Jean-Claude Tourneur

En mars 2019, l'Inde est devenu le quatrième pays, après les États-Unis, la Russie et la Chine, à prouver sa capacité à détruire un satellite en orbite basse en détruisant son propre engin spatial. Le Premier ministre indien Modi décrit cet exploit comme un accomplissement majeur permettant à l'Inde de devenir une véritable puissance spatiale. Cet essai réussi s'inscrit dans la dynamique mondiale de militarisation de l'espace et le développement d'armes antisatellites basées sur Terre, dans la stratosphère ou dans l'espace. Mais cette course moderne à l'armement qui se déroule dans l'espace engendre des crispations géopolitiques considérables. La militarisation de l'espace désigne le développement d'armement et de techniques militaires dans l'espace ; elle peut également englober les armes antisatellites terrestres notamment, les armes à énergie cinétique, les cyberattaques, les missiles antisatellites... C'est d'ailleurs l'usage de l'un de ces missiles qui a récemment fait l'actualité. L'Inde a détruit le 27 mars 2019 l'un de ses propres satellites en orbite basse avec un missile. Il s'agit du quatrième pays, après les États-Unis, la Russie et la Chine, à prouver sa capacité à détruire un satellite en orbite basse. Pour accomplir une telle opération, les nations doivent pouvoir indépendamment accéder à l'espace et maîtriser des technologies de pointe laissant peu de place à la coopération entre États, ce qui rend un tel accomplissement rare.

L'espace, récent terrain de jeu militaire des grandes puissances

Pour supporter entre autres ses nombreuses activités militaires, les États-Unis s'appuient essentiellement sur le milieu spatial qui est, par ailleurs, ultra dominé par le pays. En première ligne, on trouve le GPS, dont l'usage est d'abord militaire ; les satellites MUOS, ensuite, qui sont des satellites de communication militaire ; et enfin, de nombreux autres engins spatiaux servant notamment pour l'observation de la Terre, utilisés entre autres par la *National*

Geospatial-Intelligence Agency, l'US Air Force, la CIA, les 5 Eyes, etc. Néanmoins, les temps changent. Tous ces outils militaires spatiaux, alors véritables atouts pour le pays, sont devenus une faiblesse pour les Américains. En effet, le *Department of Defence* (DoD) américain est aujourd'hui totalement dépendant de ses satellites et les adversaires des États-Unis l'ont bien compris. En réaction à cette « domination » spatiale américaine, la Chine a conduit son premier missile antisatellite en 2007, montrant au monde sa puissance spatiale. Son dernier test date de 2018. Après une série d'échecs durant la Guerre Froide, la Russie a prouvé, à son tour, sa capacité à détruire des engins spatiaux, en 2015 et 2018. L'Inde a ainsi rejoint ce cercle restreint. Il faut cependant nuancer ces prouesses technologiques : seuls des satellites en orbite basse ont pour l'instant été atteints (entre 300 km et 2 000 km). Les constellations de satellites telles que Galiléo, le GPS ou MUOS se situent à plus de 20 000 km de distance du sol terrestre, hors de portée des missiles récemment utilisés. Néanmoins, si on peut envoyer des satellites en orbite géostationnaire, on peut théoriquement également y envoyer des armes ou des missiles capables de détruire ces satellites. C'est ce que la Chine affirme en annonçant être proche de pouvoir détruire tout satellite, quel que soit son orbite. Mais un missile antisatellite n'est pas le seul type d'arme à pouvoir neutraliser un satellite : il en existe un large panel.

Les armes antisatellites spatiales et terrestres en plein développement

L'application et la portée du « *Traité sur la prévention du placement des armes dans l'espace extra-atmosphérique, des menaces ou du recours à la force sur des objets de l'espace extra-atmosphérique* » (*Prevention of the Placement of Weapons in Outer Space, the Threat or Use of Force Against Outer Space Objects*) (PPWT) ne sont pas remises en cause par les missiles antisatellites lancés depuis le sol terrestre. En effet, le traité interdit seulement le placement d'armes en orbite autour de la Terre. Dans le but de clarifier cette interdiction, en 2008 puis 2014, la Chine et la Russie ont demandé sa révision. Les autres grandes puissances, dont les États-Unis, rejettent en bloc cette demande, arguant un manque de clarté dans les propos utilisés (notamment sur les définitions de « *outer space object* », « *use of force* » ou « *threat of force* », non précisées) et des sujets non-couverts (aucune mention directe au traitement des missiles antisatellites). Ce manque de précisions juridiques permet donc le développement de nombreuses armes terrestres (liste non-exhaustive) :

- Missiles antisatellites (ASAT) : les menaces liées à l'énergie cinétique, ou missiles antisatellites (ASAT), sont conçues pour détruire des satellites sans placer le système d'arme ou l'un de ses composants sur orbite. Ces outils sont généralement composés d'un système de lancement fixe ou mobile, un missile et un véhicule de destruction cinétique. Ces armes pourraient également être lancées à partir d'avions. En ce qui concerne les missiles ASAT, il est facile pour un État d'établir sa provenance.
- Guerre électronique (GE) : elle inclut l'utilisation de techniques de brouillage et d'usurpation pour contrôler le spectre électromagnétique. La GE peut être difficile à attribuer et à distinguer des interférences non-intentionnelles. Le brouillage des liaisons montantes est dirigé vers le satellite et nuit aux services fournis à tous les utilisateurs de la zone de réception des satellites. Le brouillage sur la liaison descendante a un effet localisé, car il est dirigé vers les utilisateurs au sol comme, par exemple, une unité des forces terrestres utilisant la navigation par satellite pour déterminer leur emplacement.
- Arme à énergie dirigée (*Directed Energy Weapons*) : utilise l'énergie dirigée pour perturber, endommager ou détruire l'équipement et les installations de l'ennemi. Ces armes, qui peuvent avoir des effets allant du temporaire au permanent, comprennent les lasers, les micro-ondes de forte puissance et d'autres types d'armes à radiofréquence. Selon le type, il peut être difficile d'attribuer l'origine d'une attaque à énergie dirigée.

- Cyberattaques : le cyberspace envahit tous les domaines de la guerre, y compris l'espace ; de nombreuses opérations spatiales dépendent du cyberspace et inversement. Avec une connaissance approfondie du satellite et des réseaux de distribution de données, les acteurs peuvent utiliser des capacités offensives dans le cyberspace pour produire toute une gamme d'effets réversibles à irréversibles sur les systèmes spatiaux, les infrastructures au sol associées, les utilisateurs et les liens les reliant.

De plus si le traité prohibe l'envoi d'armes pouvant stationner pour une longue durée dans l'espace, il n'interdit pas aux États de les développer. Par définition, des systèmes orbitaux ou spatiaux sont des satellites pouvant produire des effets temporaires ou permanents sur d'autres engins spatiaux. Ces systèmes pourraient inclure des charges utiles (*Payloads*) telles que des véhicules de neutralisation cinétique, des brouilleurs de radiofréquences, des lasers, des pulvérisateurs de produits chimiques, des micro-ondes à haute puissance et des mécanismes robotiques. Certains de ces systèmes, tels que ceux utilisant la technologie robotique pour la maintenance et la réparation de satellites et l'élimination des débris, ont des utilisations pacifiques mais pourraient également être utilisés à des fins militaires. La Chine, la Russie et les États-Unis sont les trois acteurs majeurs de cette militarisation de l'espace et développent toutes les armes susmentionnées. Le *US DoD* a d'ailleurs demandé qu'un budget de 304 millions de dollars soit alloué, en 2020, à la recherche de lasers basés dans l'espace, de faisceaux de particules et de nouvelles formes de missiles antisatellites. Mais d'autres États sont également dans la course et développent aussi des armes à visée spatiale tels que :

- L'Inde qui, avec la destruction récente de son propre satellite, montre à la Chine et au Pakistan qu'elle a les moyens de s'attaquer aux engins spatiaux ;
- L'Iran qui a notamment publiquement reconnu qu'elle avait développé des capacités de brouillage des communications et des signaux GPS ;
- La Corée du Nord qui a mis en évidence qu'elle détenait des armes antisatellites non-cinétiques, notamment le brouillage des communications GPS et satellite.

À noter également qu'en réalité, un lanceur d'engin spatial, tels que Soyouz la fusée Ariane ou le Falcon Rocket, n'est autre qu'un missile. Ainsi, en théorie, tout État qui a accès à un lanceur peut s'en servir pour détruire un satellite. La liste des pays pouvant théoriquement détruire un engin spatial s'allonge alors : en plus de la Chine, des États-Unis, de la Russie, de l'Inde, de l'Iran et de la Corée du Nord, les États pouvant envoyer, par leurs propres moyens, un engin spatial en orbite basse, grâce à un lanceur, sont le Japon, la Corée du Sud, Israël et les États membres de l'agence spatiale européenne (ESA) dont l'État majoritairement contributeur est la France, militairement et civilement. En revanche, lorsqu'il s'agit d'atteindre l'orbite géostationnaire, seuls la Chine, les États-Unis, la Russie, l'Inde, la Corée du Sud et l'ESA sont de la partie. Récemment, la France, le Japon, la Corée du Sud, le Pakistan ou la Lybie laissent penser qu'ils développent également des armes à visées satellitaires ou des systèmes de défense.

Beaucoup de conséquences géopolitiques et de dégâts collatéraux

En plus de montrer un savoir-faire technologique, cette course à l'armement spatial crispe les relations internationales, en renforçant la complexité et les tensions. L'Inde envoie un signal fort à la Chine et au Pakistan par la destruction de son propre satellite, à savoir : les atouts spatiaux des nations rivales ne sont plus à l'abri. Par ailleurs, cette militarisation de l'espace fait réagir les dirigeants politiques. Il est clair que le souhait de Donald Trump de créer une *Space Force* comme sixième branche de l'armée américaine est motivé par l'avancée de la

Chine sur le terrain spatial et notamment sa militarisation. Même si aucune mesure concrète n'a encore été annoncée, l'Europe projette également de créer une *Space Force* dans le cadre du développement d'une armée européenne. Outre le développement d'armes, les puissances spatiales investissent notamment dans des systèmes de défense, en se tournant vers le « *Space Surveillance and Tracking (SST)* » : La surveillance spatiale. Cela consiste notamment à étudier et à surveiller des satellites, mais également à détecter tout type d'objet artificiel (corps de fusée usés, débris etc) en orbite autour de la Terre. Les grandes puissances spatiales en sont toutes dotées. Par exemple, l'Agence Spatiale Européenne (ESA) a son propre programme de SST nommé « *Space Situational Awareness (SSA)* ». Le programme SSA identifie la position d'un objet spatial et permet d'en suivre le mouvement ; il intègre également la compréhension de l'intention (potentiellement offensive) du vaisseau spatial d'un acteur. Le SSA est nécessaire pour les opérations spatiales, y compris pour cibler avec succès des objets spatiaux lors d'un lancement. Ce sont les capteurs d'identification et de surveillance des objets spatiaux, qui peuvent inclure des télescopes, des radars et des capteurs spatiaux qui fournissent les données au SSA. C'est grâce à ce programme que la France a très certainement pu être alertée de la tentative d'espionnage du satellite russe Louch-Olymp sur le satellite militaire et de sécurité franco-italien Athena-Fidus en 2017. Mais comme susmentionné, les programmes de « *Space Surveillance and Tracking (SST)* » menés par les différentes puissances spatiales servent également à traquer les nombreux débris générés par toutes les activités connexes. La conséquence majeure de la destruction des satellites est pourtant ailleurs : ces tirs génèrent des dizaines de milliers de débris. Les Chinois ont ainsi provoqué la dispersion de 2 000 débris suite à la destruction de leur propre satellite en 2007. Les Indiens ont été la cause de 400 débris avec leur tout récent test. Des débris de quelques millimètres propulsés à très grande vitesse par l'explosion d'un engin spatial peuvent heurter des satellites opérationnels et les détruire. Ces derniers, générant eux-mêmes des débris peuvent détruire d'autres satellites et ainsi de suite, créant un effet boule de neige pouvant détruire de nombreux engins spatiaux. C'est ce que l'on appelle le syndrome de Kessler (repris dans le film *Gravity* de Alfonso Cuarón). Dans les cas extrêmes, si ce syndrome venait à s'appliquer de manière importante sur toutes les orbites, cela pourrait priver les populations du GPS, de communication satellitaire, de données météo, d'observation de la Terre et de toutes les technologies dépendantes des satellites.

Des scénarios dangereux concernant la suite des événements

Où cette militarisation de l'espace peut-elle mener le domaine spatial ? Aujourd'hui, l'espace est régi quasiment par le même droit que les eaux internationales. De la même manière qu'un pétrolier américain qui s'échoue dans l'Océan Atlantique peut faire de sérieux dégâts sur les côtes françaises, les actions des uns dans l'espace ont un impact sur les autres. Outre les conséquences géopolitiques qui feraient suite à la destruction d'un satellite d'une nation ennemie, les risques pour les engins spatiaux de tous les États du monde croîtraient très fortement en raison des débris générés. En plus de ces débris majoritairement stationnés autour de l'orbite terrestre basse, le lancement de plusieurs constellations (groupe de satellites) pour fournir une connexion internet partout sur la planète est prévu à la même altitude. Par exemple, OneWeb a initié le lancement de sa constellation de plus de 600 satellites mais également Starlink, branche de SpaceX, prévoit de commencer à lancer cette année une constellation de 4425 satellites, ou Amazon qui a tout récemment annoncé vouloir lancer sa propre constellation de 3236 satellites. Ces satellites à faible durée de vie sont voués à devenir des débris, ce qui augmente considérablement les risques d'accidents. Pour pallier ces problèmes de débris, des acteurs du spatial développent des engins afin de récupérer les débris spatiaux. Des solutions de « déorbitage » existent également pour qu'un satellite en fin de vie quitte son orbite et se perde dans le vide intersidéral, ou se désintègre en rentrant dans l'atmosphère afin d'éviter qu'il ne provoque de graves dégâts. Cependant, ces initiatives de

« gestion des déchets », que l'on pourrait qualifier « d'écologiques », rencontrent le même problème que l'écologie que l'on connaît sur Terre : un manque d'investissement, car la gestion des débris spatiaux n'est pas ou très peu rentable.

□ □ THEME 1 - 2 : Echange inédit de généraux entre l'armée de terre et l'US Army

Source, journal ou site Internet : OPEX 360

Date 23 avril 2019

Auteur : Laurent Lagnea

Adressé par André Dulou

Un général américain prendra bientôt les fonctions de commandant en second de la 3e Division dont l'état-major est installé à Marseille. Telle est l'annonce faite par l'US Army le 19 avril. Dans le même temps, un général français rejoindra la 3e Division d'Infanterie basée à Fort Stewart, pour occuper les fonctions de « commandant adjoint chargé de l'état de préparation. » Cette 3e Division d'infanterie américaine a été surnommée le « Rocher de la Marne » [Rock of the Marne] pour sa participation à la Seconde bataille de la Marne, en 1918. Cet échange se fera dans le cadre du Military Personnel Exchange Program [MPEP], qui vise à « renforcer les liens d'amitié, de compréhension et d'interopérabilité entre les pays et leurs organisations militaires respectives. » Actuellement chef de l'état-major de la Force de la Mission des Nations unies au Mali [MINUSMA], le général Hubert Couttereau a été désigné pour être affecté à Fort Stewart. Et c'est le général Todd R. Wasmund, commandant adjoint chargé du soutien de la 1ère Division d'Infanterie de Fort Riley que l'US Army a choisi pour rejoindre la 3e Division de l'armée de Terre. Cet échange sera le deuxième consenti à un tel niveau par l'US Army, un premier ayant déjà été établi par cette dernière avec la British Army en septembre 2015. En clair, ce partenariat annoncé avec l'armée de Terre est inédit. Selon l'US Army, les affectations au titre du MPEP durent de deux à trois ans. Le général Wasmund prendra ses fonctions à Marseille en 2020 tandis que le général Couttereau est attendu à Fort Stewart à partir de l'été prochain. Cela étant, pour l'armée de Terre, ce genre de pratique n'est pas nouveau. En 2016, le général Nicholas Nottingham fut affecté à la 1ère Division, dont l'état-major est implanté à Besançon tandis qu'un général français devait traverser la Manche pour rejoindre la 1st Division de la British Army.

2/ RELATIONS INTERNATIONALES - EUROPE DE LA DEFENSE - OTAN :

□ □ THEME 2 - 1 : Washington sanctionnera tout pays qui continue à acheter du pétrole à l'Iran

Source, journal ou site Internet : La Croix

Date 23 avril 2019

Auteur : AFP

Adressé par André Dulou

Le président des États-Unis Donald Trump a décidé de mettre fin aux exemptions permettant à huit pays l'achat de pétrole iranien, afin de "porter à zéro les exportations" de ce pays, a annoncé lundi 22 avril la Maison-Blanche.

Les États-Unis ont encore renforcé lundi 22 avril leur campagne de "pression maximale" pour faire plier l'Iran, leur ennemi numéro un au Moyen-Orient, en annonçant des sanctions contre tout pays qui continuerait à acheter du pétrole iranien, au risque de tensions avec plusieurs alliés. Le président Donald Trump a décidé de mettre fin dès le 2 mai aux dérogations qui permettaient encore à huit pays (Chine, Inde, Turquie, Japon, Corée du Sud, Taïwan, Italie et Grèce) d'importer du brut iranien, pour "porter à zéro les exportations" et "priver le régime de sa principale source de revenus", a annoncé la Maison-Blanche. Cette mesure, qui a provoqué une forte hausse des cours du pétrole, s'annonce particulièrement délicate pour Pékin, engagé dans de complexes négociations commerciales avec l'administration Trump, et pour New Delhi, allié stratégique des États-Unis et troisième importateur mondial de pétrole, dont environ un dixième des achats vient d'Iran. "Si vous ne respectez pas cela, il y aura des sanctions", a mis en garde le chef de la diplomatie des États-Unis, Mike Pompeo.

Pour le gouvernement iranien, les sanctions américaines sont "illégales"

La Turquie et la Corée du Sud, autres alliés de Washington, ont vivement déploré la décision américaine. "Nous n'accepterons pas de sanctions unilatérales et de contraintes sur la manière dont nous gérons nos relations avec nos voisins", a lancé le ministre turc des affaires étrangères Mevlut Cavusoglu, dont le pays entretient déjà des relations très tendues avec l'administration américaine. La diplomatie sud-coréenne a elle promis de continuer jusqu'au bout "à faire tout son possible" pour obtenir un "renouvellement de l'exemption". Après s'être retiré il y a près d'un an de l'accord international de 2015 censé empêcher Téhéran de se doter de la bombe atomique, jugé trop laxiste par Donald Trump, Washington a rétabli en novembre de dures sanctions économiques contre la République islamique. Surtout, il a accompagné sa décision de la menace de mesures punitives également contre les pays qui continueraient malgré tout d'échanger avec l'Iran. Les sanctions américaines sont "illégales dans leur principe même", a réaffirmé lundi le gouvernement iranien.

Mettre fin aux "activités déstabilisatrices" de l'Iran au Moyen-Orient

L'interdiction d'acheter du pétrole iranien, dont les ventes représentent selon Washington 40 % des revenus du régime, était la principale de ces sanctions, qui se veulent "les plus fortes de l'histoire". Les États-Unis avaient toutefois attribué des dérogations pour six mois, jugeant que le marché mondial ne pouvait supporter une trop brusque annulation des ventes de brut iranien. Lundi, Donald Trump a promis que l'Arabie saoudite et d'autres membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, comme les Emirats arabes unis, feraient "plus que compenser" la baisse de l'offre. Le gouvernement saoudien s'est aussitôt dit prêt à "stabiliser" le marché. Selon l'agence spécialisée S & P Global Platts, l'Iran a exporté en moyenne 1,7 million de barils par jour en mars, dont près de 628 000 vers la Chine et plus de 357 000 vers l'Inde. La décision américaine intervient deux semaines après une autre annonce symbolique : l'inscription des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la République islamique, sur la liste noire américaine des "organisations terroristes". La campagne de "pression maximale" contre l'Iran vise selon Washington à mettre fin aux "activités déstabilisatrices" de Téhéran au Moyen-Orient, notamment au Liban via le mouvement chiite Hezbollah, au Yémen à travers les rebelles Houthis et en Syrie par son soutien au régime de Bachar al-Assad.

"Téhéran souffre clairement de la pression"

En mai 2018, Mike Pompeo, qui assure vouloir changer "le comportement du régime iranien" et non le régime lui-même, avait énoncé douze conditions draconiennes pour un nouvel accord global aboutissant à une levée des sanctions. Un an plus tard, aucune de ces conditions ne

semble être respectée, mais l'administration Trump estime que l'Iran a été privé de plus de 10 milliards de pétrodollars depuis onze mois. "Téhéran souffre clairement de la pression", dit à l'AFP Behnam Ben Taleblu, chercheur au cercle de réflexion Foundation for Defense of Democracies qui milite pour une ligne dure contre l'Iran. "Outre l'incapacité à approvisionner en pétrole" le régime Assad en Syrie, "le plus vieil allié de l'Iran, le Hezbollah libanais, appelle à des contributions pour compenser la chute de ses revenus en provenance d'Iran", relève-t-il. Pour Michael Fuchs, du think tank proche des démocrates Center for American Progress, cette stratégie "stupide" risque toutefois de "pousser l'Iran à quitter l'accord nucléaire et à commencer à construire une arme atomique", tout en suscitant "la colère de tous les alliés des États-Unis".

□ □ THEME 2 - 2 : Biélorussie, Turquie : l'Union européenne à l'heure des Etats pivots

Source, journal ou site Internet : The Conversation

Date : 18 avril 2019

Auteur : Jean Marcou, Katsiaryna Zhuk

Adressé par André Dulou

À l'heure où l'Union européenne (UE), ébranlée par le Brexit, semble oublier le problème de la fixation de ses frontières et celui de la gestion de son voisinage, il est urgent de s'en souvenir. C'est ce qu'a fait le récent Festival de géopolitique de Grenoble – qui avait, cette année, pour titre évocateur (« Désunion européenne ? » –, en consacrant l'une de ses conférences à deux États frontaliers, que l'on qualifie parfois de « pivots » de l'Europe, la Biélorussie et la Turquie. La notion de pivot, qui est au cœur de la pensée géopolitique contemporaine depuis les écrits de H.J. Mackinder, a souvent donné lieu à des critiques. Bien qu'il soit difficile d'esquisser un consensus sur ce qui est le caractère propre d'un État pivot, on peut dire que deux fonctions lui sont traditionnellement reconnues : celles de réunification et d'articulation des ensembles à la jonction desquels il se situe. Dans cette optique, on comprend que l'idée puisse être utilisée pour caractériser le positionnement de la Biélorussie et de la Turquie, vis-à-vis de l'UE, à plus forte raison au moment où celui-ci connaît, dans un cas comme dans l'autre, une évolution notable. En effet, si la candidature de la Turquie semble s'être durablement enlisée, la crise des réfugiés liée au conflit syrien a revalorisé la position stratégique de ce pays, et mis à l'ordre du jour la nécessité d'une redéfinition par l'UE de ses relations avec Ankara. Considérée comme un satellite de la Russie depuis qu'Alexandre Loukachenko, son président toujours en fonction, en a pris la tête en 1994, la Biélorussie résiste aujourd'hui au vieux projet d'une fusion avec son grand voisin – ce qui par contre-coup revalorise les relations de Minsk avec l'UE.

Des ponts entre plusieurs mondes

Dans le cas de la Biélorussie, la fonction de pivot géopolitique tient moins à sa puissance réelle – ce qui la distingue notamment de la Turquie – qu'à sa situation géographique sensible et aux atouts stratégiques que celle-ci lui confère. L'actuel territoire de l'État biélorusse constitue une zone tampon entre l'Union européenne et la Russie. Cette situation de rencontre entre deux mondes se retrouve dans de nombreux caractères de la Biélorussie (son identité, ses références culturelles, la structure de ses échanges commerciaux...) et permet également de comprendre comment ce pays de l'espace post-soviétique peut contribuer aux échanges politiques et économiques entre l'UE et la Russie. Héritière de l'Empire ottoman, la Turquie est moins un État tampon qu'une puissance régionale, qui évite à l'UE d'être directement au contact des crises du Moyen-Orient et peut contribuer à la stabilité des Balkans grâce aux relations privilégiées multiples qui y sont les siennes (Bosnie-Herzégovine, Serbie, Macédoine, Kosovo,

Albanie...). À cela s'ajoutent des atouts stratégiques importants : sa présence sur deux continents, son accès à deux mers et aux détroits du Bosphore et des Dardanelles, son voisinage de l'Iran et du monde arabe. Bien que le tournant autoritaire qu'elle connaît actuellement ait dégradé sa relation avec l'UE, la Turquie reste un lieu de passage entre l'Europe et l'Asie, qui a mené de longue date des réformes d'inspiration occidentale, qui en font aujourd'hui le seul pays musulman où le statut de la personne échappe à l'application totale ou partielle de la charia.

Des espaces de plus en plus importants en termes d'infrastructure

Pour en venir à des préoccupations plus immédiates, on observe que le rôle pivot de la Biélorussie et de la Turquie devient de plus en plus visible en termes d'infrastructures de transport terrestres et énergétiques. En Biélorussie, la ligne ferroviaire Orcha-Brest est désormais un axe stratégique entre la Russie et le reste de l'Europe. Cette colonne vertébrale du pays se poursuit au nord avec les lignes Moscou-Vitebsk, Polotsk-Daugavpils-Riga, dont l'objectif est de créer une liaison directe avec la mer Baltique. Des axes routiers doublent ces axes ferroviaires. Sur les 12 « autoroutes » biélorusses actuelles, la plupart permettent une liaison entre l'UE et la Russie. La Biélorussie est l'un des pays d'Europe de l'Est qui possède le plus d'autoroutes par rapport à sa superficie. En terme de transports terrestres, la Turquie a fortement développé au cours des deux dernières décennies ses réseaux ferroviaires (notamment ses lignes de TGV) et autoroutiers. Elle se trouve au débouché de projets balkaniques importants (maillage autoroutier de plus en plus dense, rénovation des réseaux ferroviaires). À l'Est, dans le Caucase une ligne de chemin de fer reliant Bakou à Kars, via Tbilissi a, en outre, été inaugurée, en octobre 2017. La Biélorussie se situe également sur la voie de passage du gazoduc Yamal-Europe qui relie Torjok (Russie) à Lebus (Allemagne). Ce dernier alimente en gaz l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique et la Pologne. Le tronçon nord de l'oléoduc Droujba passe, lui aussi, par le territoire biélorusse. Pour sa part, depuis la fin du monde bipolaire, la Turquie est devenue le théâtre d'un grand jeu pétrolier et gazier intense. L'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) et le gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum (BTE) évacuent, depuis déjà une quinzaine d'années, le pétrole et le gaz de la Caspienne vers le port turc de Ceyhan et les marchés européens. Mais, désormais, les enjeux pour ce pays, qui ambitionne de devenir un hub énergétique, se situent plutôt dans le couloir énergétique sud-européen, avec des projets de gazoducs occidentaux (TANAP) et russe (TurkStream), et en Méditerranée orientale, avec la découverte de gisements gaziers considérables dans les espaces maritimes chypriote, israélien et égyptien.

Des pivots stratégiques sur les marches de l'Europe

Les crises en Ukraine et en Syrie ont offert récemment de nouvelles opportunités à la Biélorussie et à la Turquie pour accroître leur rôle de pivots stratégiques. Alexandre Loukachenko a ainsi utilisé la crise ukrainienne pour raffermir les positions de son pays dans le contexte régional, en misant sur une neutralité ambiguë, si on reprend les termes de Ioulia Shukan dans son étude « La Biélorussie après la crise ukrainienne ». Dès le début du conflit, le président biélorusse a trouvé sa place. Les pourparlers du 5 septembre 2014, dans sa capitale, ont donné lieu aux accords « Minsk 1 ». À la suite de l'échec de ceux-ci, Minsk a accueilli un sommet réunissant les dirigeants français, allemand, ukrainien et russe, qui s'est soldé par la conclusion des accords « Minsk 2 ». Depuis, Minsk a été le théâtre de nombreuses rencontres visant à trouver un règlement pacifique au conflit ukrainien. Ce dernier n'étant toujours pas résolu, la Biélorussie continuera probablement à jouer ce rôle de médiateur, prenant un statut particulier dans le voisinage européen oriental. Il y a là, sans doute, une carte nouvelle à jouer pour Loukachenko, dans ses relations ô combien complexes avec l'UE. Marginalisée dans le conflit syrien, du fait de son refus d'apporter un soutien aux Kurdes du PYD-YPG face à Daech, la Turquie est revenue au cœur du règlement de cette crise en y intervenant militairement à deux

reprises et en entrant dans le processus d'Astana. Ce cycle de négociations, présenté tantôt comme alternatif, tantôt comme complémentaire de celui qui se déroule à Genève sous l'égide de l'ONU, a consacré une convergence stratégique d'Ankara et de Moscou, qui se traduit par ailleurs actuellement par la décision turque d'acquiescer le système russe de missiles de défense S-400. Cette stratégie eurasiatique éloigne certes les Turcs de leurs alliés occidentaux. Mais ces derniers sont désormais divisés, et l'on a pu observer que la guerre économique déclenchée par Donald Trump a rapproché, par ailleurs, Bruxelles d'une Turquie, qui demeure membre de l'OTAN et qui ne semble pas vouloir renoncer à sa candidature à l'UE.

□ □ THEME 2 - 3 : Corée du Nord : Kim Jong-Un ira « prochainement » en Russie pour rencontrer Poutine

Source, journal ou site Internet : 20 minutes

Date : 23 avril 2019

Auteur : avec AFP

Adressé par André Dulou

COREE DU NORD Ce premier sommet entre les deux hommes devrait avoir lieu dans la semaine dans le port de Vladivostok, dans l'est de la Russie. Le leader nord-coréen Kim Jong-un va « prochainement » se rendre en Russie pour des discussions avec le président Vladimir Poutine, a annoncé mardi l'agence officielle nord-coréenne KCNA, confirmant une annonce du Kremlin jeudi. Kim Jong-un « va prochainement effectuer une visite en Russie à l'invitation » du président Poutine, a annoncé KCNA. « Ils auront des discussions durant cette visite », a ajouté la brève dépêche. KCNA n'a pas précisé où la rencontre devait avoir lieu. Le Kremlin avait indiqué la semaine dernière que les deux hommes allaient se réunir en Russie « dans la deuxième moitié d'avril » sans fournir davantage de détails. La rencontre devrait avoir lieu dans le port de Vladivostok, dans l'est de la Russie, probablement mercredi ou vendredi.

Kim Jong-il avait rencontré Dmitry Medvedev

Il s'agira du premier sommet entre les leaders des deux pays depuis que Kim Jong-il, père de l'actuel dirigeant nord-coréen, a rencontré Dmitry Medvedev il y a huit ans. La Russie entretient des relations plutôt amicales avec Pyongyang et fournit une certaine aide alimentaire. Le président Poutine a exprimé depuis longtemps sa disponibilité pour une rencontre avec le leader nord-coréen. Leur rencontre intervient moins de deux mois après le deuxième sommet entre Kim Jong-un et le président américain Donald Trump, organisé à Hanoï, et qui s'est achevé sans parvenir à un accord sur le sort de l'arsenal nucléaire nord-coréen. Kim Jong-un a rencontré le président chinois Xi Jinping à quatre reprises en l'espace d'un an mais il cherche actuellement un soutien international plus large dans son bras de fer avec Washington, notent les analystes. La Russie a déjà demandé la levée des sanctions internationales contre la Corée du Nord, tandis que les Etats-Unis l'ont accusée d'aider Pyongyang à violer certaines de ces sanctions, accusations rejetées par Moscou.

3/ ARMEMENTS - INDUSTRIES – ECONOMIE

□ □ THEME 3 - 1 : Chantiers navals militaires : faut-il les fusionner ?

Source, journal ou site Internet : La Tribune

Date : 23 avril 2019

Auteur : Michel Cabirol

Adressé par André Dulou

Piriou, CMN, Ocea, Socarenam, CNIM, Couach... Faut-il consolider les chantiers navals duaux de taille moyenne basés en France et qui font vivre une partie des 42.000 emplois directs de la filière ? La ministre des Armées, Florence Parly, qui visitait vendredi les chantiers Piriou à Concarneau, puis Ufast à Quimper, n'y semble pas favorable. *"Il y a au ministère des Armées cette volonté de travailler ensemble, de mieux se coordonner, de valoriser l'agilité des petits chantiers, de leur faire profiter des avantages des plus grands. C'est tout le sens de notre plan Action PME"*, a-t-elle rappelé à Concarneau. Mais pas de faire du meccano industriel et fusionner la myriade de chantiers navals familiaux.

La concurrence a du bon

Dans son entourage, on estime que ce sujet est un *"serpent de mer"*, qui revient souvent lors de campagnes commerciales à l'exportation où ces chantiers navals peuvent alors se livrer à une concurrence très agressive entre eux. *"C'est un peu dérisoire d'avoir cette concurrence à l'export mais ce n'est pas si souvent que cela"*, note-t-on dans l'entourage de la ministre. On préfère plutôt mettre l'accent sur le constat que *"ces chantiers vivent bien actuellement, il n'y a pas d'alerte sur des plans sociaux"*, précise-t-on, même si certains ont récemment passé des périodes un peu plus délicates (Piriou,CMN, voire Socarenam). Le ministère en tant qu'acheteur voit également d'un très bon œil le fait d'entretenir de la concurrence dans ce secteur. *"C'est toujours bon d'avoir de la concurrence, estime-t-on. Et puis, ces chantiers navals ne sont pas que des bureaux d'études"*. Ils entretiennent un outil industriel comme des grues, des portiques... *"Rationaliser l'outil industriel à un seul endroit, cela ne marche pas"*, assure-t-on. L'idée d'une grande fusion capitalistique avec des actionnariats familiaux et dispersés *"ne fonctionne pas"*, fait-on enfin valoir.

Des alliances commerciales?

Comment faire vivre tous ces chantiers? *" Sur la période de la loi de programmation militaire jusqu'en 2025, c'est une centaine d'unités de divers types livrée à la Marine et à la gendarmerie maritime, a noté Florence Parly lors de sa visite chez Piriou. Ces unités sont celles qui alimentent l'ensemble du tissu industriel de constructeurs navals français, de Boulogne-sur-Mer à Marseille en passant par Concarneau"*. Dans le cadre de cette politique, la ministre a annoncé vendredi un nouveau contrat avec le petit chantier naval Ufast (40 personnes à Quimper) pour la fabrication de deux semi-rigides Squale très silencieux supplémentaires destinés aux forces spéciales. *"Face aux nouvelles menaces au Levant, dans le Golfe d'Oman et ailleurs, l'acquisition de ces embarcations spéciales sera précieuse à nos forces spéciales du 13ème régiment de dragons parachutistes : s'infiltrer furtivement, bénéficier de l'effet de surprise, les squales contribueront au succès des opérations"*, a expliqué Florence Parly lors de sa visite chez Ufast. Le ministère compte également travailler sur *"des alliances ou des accords pour que ces chantiers répondent ensemble ou à tour de rôle à des prospects"*. Il est d'ailleurs très possible que le contrat gagné (12 chasseurs de mines pour 1,6 milliard d'euros destinés aux marines belges et néerlandaises) par Naval Group, via Kership (société commune avec Piriou) puisse faire travailler d'autres chantiers navals de la région. Florence Parly confirme qu'elle souhaite favoriser *"l'accès à l'export pour les grands comme pour les petits"*. Car Ufast réalise par exemple la moitié de son chiffre d'affaires à l'export, notamment sur le marché des vedettes rapides où le petit chantier naval a remporté de récents succès au Sénégal et en Côte d'Ivoire. *"Nous avons vraiment un bon dialogue avec*

tous ces chantiers, qui sont in fine bien servis par le ministère". "Il n'y pas d'alerte sur la pérennité de ces entreprises", affirme-t-on. Pourvu que cela dure....

□ □ THEME 3 - 2 : Ryanair ouvre un hub à Brussels South Charleroi Airport

Source, journal ou site Internet : Air et Cosmos

Date : 21 avril 2019

Auteur : Benoit Gilson

Adressé par André Dulou

Brussels South Charleroi Airport devient un hub Ryanair. Désormais, les passagers au départ de 15 villes (pour 27 routes au total) du réseau de la compagnie low cost dont Alicante, Budapest, Milan-Bergame et Prague, pourront arriver et repartir depuis Brussels South Charleroi Airport en restant dans une nouvelle zone transit, conçue à cet effet. Grâce à ce nouveau circuit pour les passagers en correspondance, leur expérience se voit simplifiée, avec de nouvelles opportunités pour voyager en Europe, via l'aéroport belge. Les bagages seront quant à eux directement acheminés d'un appareil à l'autre. « Grâce au service de vols en correspondance proposés par Ryanair, via une réservation unique, nous espérons pouvoir accueillir de nombreux passagers supplémentaires à Brussels South Charleroi Airport et leur permettre de rejoindre leur destination finale de façon fluide et rapide », explique Patrick Lambrecht, CEO Ad Interim de l'aéroport.

□ □ THEME 3 - 3 : Chez Piriou et Ufast, Florence Parly met l'accent sur les ETU et PME de la navale

Source, journal ou site Internet : Mer et Marine

Date : 23 avril 2019

Auteur : Vincent Groizeleau

Adressé par André Dulou

Vendredi 19 avril, la ministre des Armées était en déplacement dans le sud-Finistère, où elle a visité deux chantiers fortement impliqués dans le marché militaire. Pas un poids lourd tel Naval Group, qui pourtant mettait à flot la veille à Lorient une nouvelle frégate, l'Alsace, mais des sociétés de tailles plus modestes, ETI et PME, en l'occurrence Piriou et Ufast. Avec la volonté de saluer et mettre en lumière le travail et le dynamisme de ces acteurs qui contribuent eux-aussi à fournir des matériels de qualité aux forces françaises et à faire rayonner le pays et son industrie à l'international via les contrats qu'ils décrochent à l'export. « La France est aux premiers rangs des grandes puissances maritimes, pas un seul bâtiment n'est hors de notre portée : des porte-avions aux sous-marins, des frégates aux chasseurs de mines, la production française est en pleine santé. Sur la côte atlantique, sur les bords de Méditerranée, en Normandie mais aussi dans les régions intérieures, des PME aux géants du secteur (...) Chaque jour, ce sont 42.000 emplois directs que la filière navale fait vivre sur le territoire français », a rappelé la ministre lors de ce déplacement, soulignant les opportunités dont peut bénéficier la filière à l'international : « De très nombreux pays ont des façades maritimes qu'ils souhaitent exploiter sans forcément en disposer les moyens. Le besoin de maîtrise de leurs eaux territoriales est une aubaine pour notre base industrielle et technologique de défense navale, capable de répondre à une palette variée de demandes, des plus gros navires aux vedettes plus modestes ». Des chantiers qui vont aussi bénéficier des commandes prévues dans le cadre de la nouvelle LPM : « Sur la période de la loi de programmation militaire jusqu'en 2025, c'est une centaine d'unités

de divers types livrées à la Marine nationale et à la gendarmerie maritime. Ces unités sont celles qui alimentent l'ensemble du tissu industriel de constructeurs navals français, de Boulogne-sur-Mer à Marseille en passant par Concarneau ». Et de souligner d'ailleurs l'aspect crucial des petites unités : « Il est important de valoriser ces bâtiments moins impressionnants mais tout aussi importants et nécessaires à la Marine nationale. On parle peu des remorqueurs, des chalands, des embarcations d'instruction et des engins de débarquement alors que ces petites unités sont primordiales pour permettre à la marine d'assurer ses missions ».

Piriou : sans la défense, « la construction navale se serait éteinte à Concarneau »

Florence Parly a commencé son déplacement à Concarneau, chez Piriou, qui achève deux programmes de bâtiments de soutien (BSAOM et BSAM) pour la Marine nationale, soit quatre bâtiments de chaque type. La ministre a salué la bonne exécution de ces programmes, conduits « en temps et en heure et qui répondent parfaitement à nos besoins », mais aussi le développement de l'entreprise à l'international, grâce notamment à son partenariat avec Naval Group, matérialisé par une société commune, Kership. Ce fut d'abord en février l'entrée en vigueur du contrat portant sur la réalisation de trois patrouilleurs hauturiers de 87 mètres pour l'Argentine, dont la tête de série est déjà en construction à Concarneau. Un succès suivi du choix de la Belgique et des Pays-Bas de confier au consortium constitué de Naval Group et ECA la conception et la réalisation de 12 nouveaux bâtiments de guerre des mines mettant en œuvre des systèmes de drones. Des bateaux qui seront réalisés par Kership. « Piriou, vos efforts conjoints avec Naval Group nous prouvent tout le bénéfice que nous avons à tirer des collaborations entre PME, ETI et grands industriels. Vous le savez, il y a au ministère des Armées cette volonté de travailler ensemble, de mieux se coordonner, de valoriser l'agilité des petits chantiers, de leur faire profiter des avantages des plus grands. C'est tout le sens de notre plan Action PME », a déclaré Florence Parly lors d'un discours prononcé devant une bonne partie des 350 salariés concarnois de Piriou. La ministre a visité les bureaux d'études du chantier, se faisant expliquer par une jeune ingénieure la conception d'un bateau, puis s'est rendue dans les halls de construction, échangeant avec les équipes présentes et participant symboliquement au lancement de la production des patrouilleurs argentins. « C'est une très belle marque de reconnaissance pour notre entreprise qui a su prendre le virage de la défense pour se diversifier. D'ailleurs, sans ces contrats, l'activité de construction navale se serait éteinte à Concarneau. L'international est le second étage de la fusée après la réussite de nos premiers programmes pour la Marine nationale, qui est un référentiel sur le marché export et le meilleur promoteur de nos équipements. Kership fonctionne et la stratégie mise en place il y a six ans marche », se félicite Pascal Piriou.

Ufast : de l'importance des PME

Florence Parly a ensuite mis le cap sur Quimper et Ufast, chantier de 40 salariés qui affiche lui aussi un beau plan de charge en France et à l'export. Il travaille actuellement sur deux patrouilleurs de 33 mètres pour le Sénégal et 12 intercepteurs blindés pour les fusiliers-marins français, dont la première coque a été dévoilée par la ministre. S'y ajoute une nouvelle commande de deux nouvelles embarcations pour les commandos du 13^{ème} régiment de dragons parachutistes, auxquels Ufast a livré un premier Squale fin 2017. Là aussi, Florence Parly a longuement échangé avec les équipes pour mieux connaître leur travail et la production des bateaux réalisés par Ufast. « Je trouve formidable de pouvoir échanger avec les personnes responsables de la réalisation des équipements dont disposent nos forces », a expliqué la ministre, qui a voulu venir chez Ufast suite à une présentation du Squale au 13^{ème} RDP. « C'est une entreprise encore jeune mais qui a déjà connu beaucoup de succès et qui illustre bien l'importance de disposer dans notre industrie de défense de PME capables de livrer des matériels très pointus répondant à nos besoins les plus exigeants ». Le chantier quimpérois, créé il y a 10 ans, connaissait là sa première visite ministérielle, « une superbe reconnaissance pour

l'entreprise et les salariés », confiait vendredi Virginie Monnier-Fleury, présidente d'Ufast, l'une des très rares femmes à la barre d'une entreprise de défense, ce que Florence Parly n'a d'ailleurs pas manqué de souligner.

Trois questions de Mer et Marine et Tébéo à Florence Parly

Quelles sont les retombées des programmes militaires pour l'emploi et l'économie en France ?

L'industrie de défense est une industrie qui irrigue sur tout le territoire français. La base industrielle et technologique de défense représente en France 200.000 emplois et plus de 4500 entreprises de toutes tailles. On compte qu'un euro investi dans les grands programmes d'équipements produisent à horizon de dix ans deux euros de retombées économiques pour l'ensemble du pays. Le ministère des Armées est le premier investisseur public, nous investirons en 2019 dans le cadre du budget qui nous a été alloué conformément à la loi de programmation militaire 19.5 milliards d'euros, ce qui est tout à fait considérable. Et nous allons continuer dans les années qui viennent pour atteindre un objectif d'investissement de 2% de notre PIB en faveur de la défense.

Dans la défense, on parle souvent des poids lourds, mais il y a aussi une multitude de petites et moyennes entreprises qui ont un rôle crucial. L'accès aux marchés de la défense n'est cependant pas toujours simple pour elles. Comment améliorer les choses ?

Nous accordons une grande importance au rôle que les PME ont dans notre base industrielle et technologique de défense et nous les encourageons à être ambitieuses. Afin de les aider et de lever un certain nombre d'obstacles, nous avons pris différentes décisions, notamment dans le cadre de notre plan Action PME. Nous voulons par exemple être très directifs auprès des grands groupes dans leurs relations avec les PME. Il y a tout un arsenal de mesures permettant de vérifier qu'ils ont un comportement irréprochable et que les rapports de forces ne sont pas excessivement déséquilibrés. L'aide aux PME passe aussi par la simplification de procédures et des dispositifs d'aide à l'innovation, comme les programmes RAPID. Nous avons aussi créé une agence de l'innovation et souhaitons nous ouvrir à des acteurs un peu plus éloignés de la défense, typiquement des start-up civiles qui peuvent aider nos entreprises et nos forces à disposer de l'état de l'art dans certains domaines. Et puis nous avons également une approche plus capitalistique avec des PME qui développent des technologies cruciales pour notre souveraineté. Certaines ont besoin à des moments critiques d'un soutien. Nous avons dans cette perspective mis en place un fonds en lien avec la BPI, qui permet de prendre une petite participation et permettre à ces entreprises de franchir le cap suivant.

Naval Group et ECA ont été sélectionnés pour remplacer les moyens de guerre des mines de la Belgique et des Pays-Bas, avec des systèmes de drones qui seront mis en œuvre par 12 nouveaux bâtiments réalisés entre Concarneau et Lorient. La France doit aussi renouveler ses moyens dans ce domaine. Souhaitez-vous, comme cela avait été le cas avec le programme des chasseurs de mines tripartites, que les futurs bateaux de la Marine nationale soient du même modèle que ceux des Belges et des Néerlandais ?

C'est un sujet sur lequel nous travaillons actuellement. Cela fait partie en effet des questions très pertinentes et qu'il faut se poser au moment où nous cherchons à promouvoir l'Europe de la défense dans toutes ses dimensions, y compris industrielle. Je souhaite qu'il y ait un maximum de synergies possibles partout où nous le pouvons.

Propos recueillis par Vincent Groizeleau et Christophe Boucher

□ □ THEME 3 - 4 : Pétrole : le panier de l'OPEP à plus de 72 dollars le baril

Source, journal ou site Internet : L'Expression

Date : 23 avril 2019

Auteur :

Adressé par André Dulou

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a progressé à 72,44 dollars le baril lundi, contre 70,83 dollars jeudi dernier, a indiqué l'Organisation pétrolière mardi sur son site web. Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela). Le même jour, les cours de l'or noir ont fini en hausse. A Londres le baril de Brent pour juin, référence européenne, a progressé de 2,88%, ou 2,07 dollars, à 74,04 dollars.

4/ Les forces armées- Air - Marine - Terre – Gendarmerie

□ □ THEME 4 - 1 : La France remporte l'exercice international de cyberdéfense Locked Shields 2019

Source, journal ou site Internet : defense.goluv.fr

Date : 16 avril 2019

Auteur : Communiqué de presse

Adressé par André Dulou

L'équipe française composée par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) et le ministère des Armées est arrivée à la première place de l'édition 2019 du plus grand exercice international de cyberdéfense en situation réelle, Locked Shields, organisé par le NATO Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence de Tallinn. La République tchèque et la Suède complètent le podium. A l'issue d'une compétition qui s'est déroulée du 7 au 12 avril 2019, ce sont plus de 1200 experts en cyberdéfense de 23 nations qui ont dû faire face à plus de 2 500 cyberattaques. La France a mobilisé 60 spécialistes (civils, militaires et réservistes) du domaine provenant des différentes sous-directions de l'ANSSI, et, pour la partie des armées : les composantes cyber des armées, directions et services placées sous la responsabilité du Commandement de la cyberdéfense (COMCYBER), avec le soutien de la Direction Générale de l'Armement, qui ont œuvré ensemble à déjouer ces cyberattaques. Madame Florence Parly, ministre des Armées félicite l'ensemble de la délégation française : « il s'agit d'une victoire collective, avant tout. Nous avons en France une expertise indéniable dans le domaine cyber, et surtout des personnels de talents. Nos spécialistes cyber par le biais de la préparation opérationnelle apprennent à travailler ensemble, testent leurs compétences tout au long de l'année. Cette victoire montre également que nos investissements, nos efforts, ainsi que notre proximité avec l'ANSSI sont gagnants. » Le directeur général de l'ANSSI, Guillaume Poupard salue également cet effort collectif : « ce succès à l'exercice Locked Shields

2019 est une très grande fierté et démontre la capacité des acteurs de la cyberdéfense française, tant au sein du ministère des armées que de l'ANSSI, à coordonner leurs expertises respectives pour répondre efficacement à des enjeux de sécurité internationaux majeurs. Nous pouvons féliciter nos joueurs français qui, cette année encore, ont été brillants et remporté la première place ! »

A propos de Locked Shields

Locked Shields est le plus grand et le plus complexe exercice international de cyberdéfense. Il est organisé par le NATO Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence (CCDCOE) depuis 2010. Regroupant plus de 1200 spécialistes en cyber, cet exercice est une occasion unique de réunir l'ensemble des acteurs de lutte information défensive

□ □ THEME 4 - 2 : Looping, le chien de l'armée de terre qui détecte le cancer

Source, journal ou site Internet : defense.gouv.fr

Date : 19 avril 2019

Auteur : armée de terre

Adressé par André Dulou

Le jeudi 18 avril, Looping, berger belge malinois de l'armée de Terre a été récompensé aux trophées des chiens héros 2019, dans la catégorie « chien détecteur de maladie ». Il est dressé à une tâche bien particulière : détecter le cancer de la prostate chez l'homme.

Le cancer de la prostate étant l'un des plus fréquents chez l'homme, et son dépistage reposant sur des outils dont la sensibilité et la spécificité ne sont pas optimales, d'importants efforts sont initiés afin d'aboutir à une détection précoce et fiable. En 2007, une collaboration entre le service de santé des armées, l'hôpital Tenon et le ministère des Armées a donné naissance à des travaux de recherche sur les capacités olfactives du chien à dépister le cancer de la prostate chez l'homme. Ce travail de recherche inédit en France avait alors fait l'objet de publications nationales et internationales. La recherche se poursuit aujourd'hui, dans une seconde étude à laquelle participe activement l'armée de Terre depuis 2016.

Entre aptitude et entraînement : exemple du travail des chiens de l'armée de Terre

Sélectionné par son maître pour son aptitude au jeu et sa réceptivité, Looping contribue à l'avancée des recherches sur le cancer de la prostate. Il a été tout d'abord dressé à mémoriser l'odeur des urines de patients atteints d'un cancer avéré de la prostate. Puis, il a appris à les différencier de celles de patients sains. Plusieurs mois ont été nécessaires pour qu'il intègre pleinement ces odeurs et sache les différencier. Looping s'entraîne sans relâche, afin de maintenir ses performances olfactives. Preuve de l'efficacité de son travail : la sensibilité et la spécificité du test de détection « Looping » est respectivement de 88 et 100 %. Le cancer de la prostate a donc une réelle signature odorante, reconnue par le malinois. L'étape suivante de cette étude, déjà entamée, est la comparaison avec des résultats obtenus par d'autres méthodes diagnostiques (notamment l'IRM).

Le cancer constitue en France un des problèmes majeurs de santé publique, justifiant de s'investir dans de telles recherches. Cette étude a pour finalité l'élaboration d'outils

diagnostiques précoces du cancer, souvent gages de guérison. Looping, par ses performances olfactives, sa motivation et sa complicité avec son maître obtient d'excellents résultats dans sa mission. Par son implication, ce duo de maître-chien, et avec lui l'armée de Terre, contribuent à la recherche médicale contre le cancer.

□ □ THEME 4 - 3 : Mission Clémenceau : l'USS John C Stennis et le Charles de Gaulle renforcent leur interopérabilité en mer

Source, journal ou site Internet : defense.gouv.fr

Date : 19 avril 2019

Auteur : marine nationale

Adressé par André Dulou

Tandis que les unités françaises engagées au Levant poursuivent leur lutte contre Daech, le groupe aéronaval a quitté l'opération Chammal le 12 avril et s'apprête à effectuer la seconde partie de la mission Clémenceau. Il se dirige vers l'océan Indien, où la France est le seul pays européen à assurer une présence militaire permanente et où il mènera de nombreux exercices en coopération avec les marines riveraines.

Dans ce cadre, après avoir quitté la mer Méditerranée, le Charles de Gaulle a rencontré le 15 avril en mer Rouge le porte-avions américain *USS John C. Stennis* et son escorte pour réaliser 36 heures d'opérations conjointes. Les deux porte-avions se sont ainsi retrouvés à quelques encablures l'un de l'autre pour vérifier leur capacité à agir ensemble de manière coordonnée et intégrée. Leur interopérabilité, dite de « *plug & fight* », a d'abord été testée par la connexion immédiate des réseaux de communications et de transmissions de données cryptées entre les navires américains et français. Elle repose également sur la compatibilité des matériels et des procédures utilisés de part et d'autre : outre des exercices communs de combat aérien et de tir en mer, les chasseurs F/A-18 américains ont ravitaillé des Rafale français. Enfin, une séance de « *touch & go* » a été organisée, permettant à un avion radar E-2C Hawkeye américain d'apponter à bord du porte-avions français, tandis que des Rafale faisaient de même à bord de l'*USS John C. Stennis*.

Cette capacité « *plug & fight* » d'une grande complexité technique et opérationnelle est le fruit de nombreuses années d'étroite coopération entre les marines américaines et françaises. Bâti en mer lors des déploiements successifs du groupe aéronaval en océan Indien, dans le golfe Arabo-persique et en Méditerranée, ce savoir-faire a été soigneusement préservé lors de l'arrêt technique majeur du Charles de Gaulle par les frégates françaises déployées régulièrement au sein des groupes aéronavals américains et par les appareils du groupe aérien embarqué envoyés aux États-Unis en 2018 pour se déployer à bord d'un porte-avions américain dans le cadre de la mission *Chesapeake*.

Le succès de cette rencontre vient confirmer le haut niveau d'interopérabilité entre les groupes aéronavals des deux marines. Il traduit de manière concrète la capacité des marines françaises et américaines à mener conjointement des opérations complexes en haute mer.

□ □ THEME 4 - 4 : Un nouveau chien héros dans l'armée de l'air

Source, journal ou site Internet : defense.gouv.fr

Date : 19 avril 2019

Auteur : DICOD Adjudant Jean-Laurent Nijean

Adressé par André Dulou

Jeudi 18 avril 2019, la 2^e édition des trophées de chiens héros a honoré dix duos chien-mâitre d'exception dans le cadre grandiose de l'Hôtel de ville. Le prix du chien héros dans la catégorie prisée du chien d'intervention a été décerné à Ice, un berger malinois du commando parachutiste de l'air (CPA) n°10. C'est la deuxième fois que le chien d'un aviateur du CPA 10 reçoit cette distinction.

«Ce prix met en lumière le savoir-faire de l'ensemble des commandos parachutistes de l'air, indique le général Philippe Landicheff, commandant la brigade aérienne des forces de sécurité et d'intervention (BAFSI). Je suis fier que tout le travail réalisé depuis quelques années soit une nouvelle fois récompensé.»

La mission

Devant toute l'assistance attentive, le sergent-chef Marcus a relaté la mission qui a valu le trophée à son chien : «Mon équipe du CPA 10 et moi avons été engagés pour une mission au Mali qui visait à arrêter un chef de réseau terroriste. Nous avons été infiltrés en hélicoptère. Pendant le vol, la situation tactique évoluait en permanence. Nous avons vite compris que la mission serait complexe. À peine l'hélicoptère posé, nous avons débarqué, puis mené l'assaut avec mon équipe sur un premier campement de djihadistes. La situation s'est vite dégradée. Nous avons été informés qu'un terroriste s'était échappé en moto. Nous avons achevé notre travail sur place, en arrêtant quatre individus. Nous avons ensuite reçu l'ordre d'intervenir sur le fuyard qui s'était retranché dans un autre campement à un kilomètre de notre position. Un hélicoptère est venu récupérer l'ensemble du groupe. Le campement était dans une oasis très boisée. De ce fait, le pilote ne pouvait pas poser la machine au sol en toute sécurité. Nous avons donc équipé le chien en moins d'une minute afin de le «filer» (mettre à terre suivant une procédure innovante), puis nous nous sommes infiltrés en corde lisse. La nuit était obscure et la poussière dense, notamment en raison du vent généré par les pales des hélicoptères. Malgré nos jumelles de vision nocturne, nous avons du mal à repérer l'individu. Au bout de quelques minutes, un des opérateurs du groupe a entendu un bruit, nous nous sommes dirigés dans une direction avec Ice, qui était extrêmement silencieux. Le djihadiste ne nous a ni vu ni entendu. Avec mon collègue équipé d'un bouclier de protection, nous nous sommes rapprochés de l'individu. Il était retranché dans un amas de buissons épineux. Nous avons donc décidé d'envoyer Ice, qui s'est lancé courageusement dans ce maquis épineux. En un éclair, il a neutralisé l'individu sans que celui-ci ait eu le temps d'ouvrir le feu sur lui ou sur l'équipe. L'histoire ne s'est pas arrêtée là. Après la capture, nous avons pu, grâce au double emploi, spécificité des chiens des CPA, rebondir et trouver deux caches d'armes.»

5/ ZONES DE CONFLITS

□ □THEME 5 - 1 : [Alors que l'armée exige la levée des barrages, les manifestants soudanais maintiennent la pression](#)

Source, journal ou site Internet : Liberté

Date : 23 avril 2019

Auteur : Lyès Menacer

Adressé par André Dulou

Pressée par la communauté internationale, l'armée soudanaise dispose de peu de cartes pour mettre fin à plus de quatre mois de manifestations, qui ont provoqué la chute de l'ancien président Omar al-Bachir.

Le Conseil militaire de transition a haussé hier le ton, en avertissant les manifestants contre tout blocage des axes routiers, après leur avoir demandé vainement d'évacuer le quartier général de l'armée il y a quelques jours. "Les routes doivent être rouvertes immédiatement pour faciliter la circulation des trains et des autres moyens de transport dans la capitale et les autres États", a déclaré le Conseil militaire dans un communiqué. Mais les manifestants soudanais semblent déterminés à aller jusqu'au bout de leur révolution, en maintenant leurs rassemblements, au lendemain de l'échec d'une nouvelle tentative de dialogue pour une sortie de crise devant permettre l'instauration d'un pouvoir civil au Soudan. Les manifestants ont affirmé en effet leur intention d'"intensifier le mouvement", en signe de défi au chef du Conseil militaire, le général Abdel Fattah al-Burhane, qui déjà condamné dimanche soir "le blocage de routes et la fouille de personnes sans en avoir l'autorité". Ses menaces sur un risque d'une dégradation de la situation sécuritaire n'ont pas eu d'effet. "Cela ne peut plus continuer, parce que la sécurité est de la responsabilité de l'État", avait-il ajouté, ont rapporté les médias locaux. Dès leur prise de pouvoir le 11 avril dernier, suite à la démission forcée d'Omar al-Bachir, les militaires soudanais ont formé un conseil militaire de transition, vite contesté aussi par les Soudanais qui le qualifie de "prolongement" d'un même régime qui a régné durant trente ans. Les promesses de remettre le pouvoir aux civils dans un délai ne dépassant pas les deux ans, ainsi que l'arrestation de certaines figures du régime et de proches du président destitué, n'ont pas réussi à calmer la rue, menée par le Syndicat des Professionnels sans le moindre dérapage, malgré une répression meurtrière du pouvoir au début du mouvement de contestation le 19 décembre dernier. "Le Conseil militaire a montré sa face sombre", a déclaré une figure de protestation, Wagdi Saleh. Selon lui, un responsable militaire a déclaré à une délégation du mouvement que ses revendications seraient examinées "parmi une centaine d'autres émanant d'autres partis politiques". Le parti al-Oumma, première formation de l'opposition, a accusé hier "certains membres du Conseil militaire" de vouloir "recycler le régime renversé". Dans un communiqué il réclame que le pouvoir soit confié à l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), qui regroupe les principales formations contestataires. L'ALC, qui avait prévu d'annoncer dimanche la formation d'une instance civile censée pour remplacer le collège d'officiers supérieurs à la tête du pays, a finalement fait savoir qu'elle le ferait "dans quelques jours". Par ailleurs, l'équivalent de plus de 113 millions de dollars ont été saisis en liquide dans la résidence de Omar el-Béchir à Khartoum, a indiqué dimanche soir le chef du Conseil militaire de transition. Des membres de la police, de l'armée et des agents de sécurité ont trouvé sept millions d'euros, 350 000 dollars et cinq milliards de livres soudanaises (93 millions d'euros) lors d'une fouille de la résidence de l'ex-chef de l'État emprisonné, a déclaré le général Abdel Fattah al-Burhane. Le nouveau procureur général, le général al-Walid Sayyed Ahmed, a de son côté demandé aux autorités de répertorier toutes les propriétés appartenant à des officiels de l'ancien régime, a rapporté l'agence officielle Suna.

□ □ THEME 5 - 2 : [Iran et Pakistan veulent créer une 'force commune » contre les groupes armés](#)

Source, journal ou site Internet : RFI

Date 23 avril 2019 (MAJ)

Auteur : Siavosh Ghazi

Adressé par André Dulou

Le Premier ministre pakistanais Imran Khan a effectué une visite hautement politique en Iran. Les deux pays ont annoncé lundi 22 avril leur volonté de coopérer ensemble pour lutter contre les groupes armés à leur frontière commune. Le président iranien Hassan Rohani a annoncé lundi lors d'une conférence de presse commune avec le Premier ministre pakistanais, la décision des deux pays de créer une « *force de réaction rapide commune pour lutter contre le terrorisme* ». De son côté, Imran Khan, le Premier ministre pakistanais, a précisé que les responsables militaires et sécuritaires qui l'accompagnent allaient discuter avec leurs homologues iraniens des « *moyens de coopérer* » sur les questions de sécurité commune. « *Les terroristes tentent de perturber les relations amicales et fraternelles entre l'Iran et le Pakistan. Nous sommes déterminés à lutter contre le terrorisme et nous pensons qu'il n'est pas de l'intérêt du Pakistan de permettre que son territoire soit utilisé contre l'Iran et ses voisins* », a ajouté le Premier ministre pakistanais, selon l'agence officielle Irna.

Frontière poreuse

Aucune précision n'a été donnée sur cette « force de réaction rapide commune ». Mais si elle voit le jour, ce sera une évolution importante dans les relations entre les deux pays et la situation à la frontière. Ces dernières années, l'Iran a régulièrement accusé le Pakistan de fermer les yeux sur la présence de groupes armés extrémistes qui mènent des opérations en territoire iranien. L'Iran est majoritairement chiite mais compte des minorités sunnites, notamment dans la province du Sistan-Baloutchistan. En février dernier, le groupe Jaïch al-Adl « l'Armée de la justice », un groupe sunnite extrémiste iranien, avait revendiqué un attentat à la voiture piégée ayant coûté la vie à 27 soldats iraniens dans la province du Sistan-Baloutchistan, le long de la frontière pakistanaise. Régulièrement, ce groupe mène des actions en territoire iranien. Téhéran affirme que les membres de ces groupes s'infiltrent en territoire iranien depuis le Pakistan avant d'y retourner. De son côté, le chef de la diplomatie pakistanaise a affirmé vendredi que des séparatistes baloutches avaient tué la veille 14 militaires et membres des forces de sécurité pakistanaises. Il avait ajouté que les assaillants disposaient « *de camps d'entraînement et de bases logistiques à l'intérieur des zones iraniennes* » frontalières du Pakistan.

Coopération étroite

L'Iran demande depuis plusieurs années une coopération militaire plus étroite entre les deux pays pour lutter contre les groupes armés qui opèrent le long de la frontière. Une force de réaction rapide devrait permettre aux forces de sécurité iraniennes de mieux lutter contre les groupes armés. Toutefois, côté iranien, la frontière est contrôlée par les Gardiens de la révolution, l'armée d'élite iranienne, qui viennent d'être qualifiés par les Etats-Unis d'organisation « *terroriste* » étrangère. Ce qui va certainement compliquer la coopération militaire entre l'Iran et le Pakistan contre les groupes armés qui opèrent le long de la frontière. Téhéran et Islamabad veulent aussi développer leurs relations commerciales et économiques. Le président Rohani a notamment affirmé que l'Iran pouvait augmenter par dix le volume de l'électricité exporté vers le Pakistan et fournir du gaz à ce pays. La République islamique d'Iran compte sur ses voisins, en particulier l'Irak, la Turquie mais aussi le Pakistan pour contourner les sanctions américaines qui frappent durement le pays.

□ □THEME 5 - 3 : Le groupe Etat islamique revendique des attentats au Sri Lanka

Source, journal ou site Internet : RFI

Date : 23 avril 2019

Auteur :

Adressé par André Dulou

Le groupe jihadiste État islamique (EI) a revendiqué, mardi 23 avril, les attentats visant la minorité chrétienne qui ont fait plus de 320 victimes le dimanche de Pâques au Sri Lanka. « *Les auteurs des attaques ayant visé des ressortissants des pays de la Coalition [anti-EI] et les chrétiens au Sri Lanka sont des combattants de l'EI* », a annoncé le groupe jihadiste via son agence de propagande Amaq. Ces attentats-suicides perpétrés dans trois hôtels de luxe et trois églises en pleine messe ont provoqué un carnage le dimanche de Pâques. De leur côté, les autorités attribuent le bain de sang au mouvement islamiste local National Thowheeth Jama'ath (NTJ), qui ne l'a pas revendiqué, et cherchent à savoir s'il a bénéficié d'un soutien logistique international. Ces attentats comptent parmi les attaques les plus meurtrières commises contre des civils depuis le 11 septembre 2001. Pour Zachary Abuza, professeur au National War College de Washington, spécialiste des groupes jihadistes en Asie du Sud-Est interrogé par l'AFP, le National Thowheeth Jama'ath (NTJ), pointé du doigt par le gouvernement sri-lankais, « *n'a pas de motivations locales. Ils veulent faire partie de l'insurrection globale de l'État islamique* ». D'après Rohan Gunaratna, spécialiste des groupes extrémistes en Asie du Sud-Est à la S. Rajaratnam School of International Studies de Singapour, aussi interviewé par l'AFP, le lien entre les deux organisations est encore plus important : des « *personnes radicalisées par National Thowheeth Jama'ath ont rejoint l'EI, mais pas tout le monde. Elles dirigent maintenant les opérations de l'EI au Sri Lanka, avec des liens avec le groupe État islamique en Syrie* ».

Des « *représailles* » contre l'attaque de Christchurch

Les premiers éléments de l'enquête montrent en outre que ces attentats ont été commis en représailles au carnage des mosquées de Christchurch en Nouvelle-Zélande et en lien avec un groupe islamiste indien peu connu, a déclaré mardi le vice-ministre sri-lankais de la Défense, Ruwan Wijewardene. Le 15 mars, une attaque a fait 50 morts dans deux mosquées de la grande ville du sud de la Nouvelle-Zélande. Le « califat » auto-proclamé en 2014 par l'EI sur de vastes territoires conquis en Syrie et en Irak, s'est effondré en mars après de multiples offensives. Pourtant, le groupe jihadiste continue à revendiquer des attentats commis dans ces deux pays ainsi qu'ailleurs dans le monde. « *Ce que nous avons vu au Sri Lanka est l'ouverture d'un nouveau front dans l'insurrection jihadiste globale* », conclut Zachary Abuza.

□ □THEME 5 - 4 : Un casque bleu égyptien tué par un engin explosif improvisé au Mali

Source, journal ou site Internet : OPEX 360

Date : 21 avril 2019

Auteur : Laurent Lagneau

Adressé par André Dulou

La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation du Mali [MINUSMA] a une nouvelle fois été endeuillée, le 20 avril, après qu'un engin explosif improvisé [IED] a détonné au passage de l'un de ses convois sur l'axe Douentza-Boni, dans la région de Mopti, près de la frontière avec le Burkina Faso. Un soldat égyptien y a laissé la vie et quatre autres ont été blessés. Le contingent égyptien de la MINUSMA est particulièrement exposé au danger des IED dans la mesure où, comme l'a rappelé le chef des opérations de maintien de la paix aux Nations unies, Jean-Pierre Lacroix, il lui revient la « tâche cruciale de protéger les convois. Cela étant, une force de réaction rapide de la mission de l'ONU a rapidement été envoyée sur les lieux de cette attaque. Dans un communiqué, dans lequel il condamne cette nouvelle atteinte aux Casques bleus, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a précisé que les « forces de la MINUSMA » ont tué un assaillant et arrêté 8 autres. « Les Casques bleus ont réagi de manière proactive et robuste ce qui a permis de neutraliser et de détenir des assaillants », a confirmé le général suédois Dennis Gyllenporre, le commandant militaire de la MINUSMA, sans donner plus de détails. « Cette attaque montre un fois de plus que l'action de la MINUSMA met en déroute les terroristes qui cherchent à tout prix à faire dérailler le processus de paix au Mali. La MINUSMA reste plus que jamais déterminée, aux côtés de ses partenaires nationaux, régionaux et internationaux à accompagner le peuple Malien dans son chemin vers la paix », a déclaré Mahamat Saleh Annadif, le chef de la Mission des Nations unies au Mali. Et de rappeler que cette dernière a « considérablement renforcé ses opérations dans la région Centre du Mali en appui aux forces de défense et de sécurité malienne. » Depuis le début de son mandat, en 2013, la MINUSMA a perdu 190 Casques bleus, dont 120 dans des actes hostiles, ce qui en fait la mission de l'ONU la plus dangereuse actuellement. Dans un récent rapport sur la situation au Mali, Antonio Guterres a par ailleurs indiqué que le centre du pays est la région où le « nombre le plus élevé d'attaques asymétriques avait été enregistré ». Et que la « fréquence des incidents liés à la pose d'engins explosifs improvisés avait été multipliée par trois, passant de 29 en 2017 à 97 en 2018. » Par ailleurs, et alors que le Mali n'a pour le moment plus de gouvernement, le Premier ministre, Soumeylou Boubèye Maïga, ayant remis sa démission le 18 avril, un camp des forces armées maliennes [FAMA] implanté à Guiré [à environ 400 km de Bamako, près de Koulikoro], a été attaqué par des hommes armés, ce 21 avril. Selon RFI, « des témoins évoquent des tirs à l'arme lourde des assaillants » et il y aurait « d'énormes dégâts matériels et des victimes. » Selon un bilan provisoire [et non confirmé de source officielle], il y aurait au moins 12 tués dans les rangs des soldats maliens.

6/ RENSEIGNEMENTS ET MENACES :

□ □THEME 6 - 1 : Berry : le Liban est prêt à délimiter ses frontières maritimes, sous l'égide de l'ONU

Source, journal ou site Internet : L'Orient le Jour

Date : 23 avril 2019

Auteur :

Adressé par André Dulou

Le chef du Parlement libanais, Nabih Berry, a déclaré mardi au commandant en chef de la Force intérimaire de l'ONU au Liban (Finul), le général Stefano Del Col, que le Liban était prêt à délimiter ses frontières maritimes avec Israël et sa Zone économique exclusive "sous l'égide de l'ONU". "Le Liban est prêt à délimiter sa frontière maritime et sa ZEE via les mécanismes pris en considération lors du traçage de la ligne bleue (séparant Israël du pays du Cèdre, ndlr), sous l'égide des Nations unies", a affirmé M. Berry au général Del Col qu'il a reçu à Ain Tineh. De

son côté, le commandant Del Col a assuré M. Berry de la possibilité d'utiliser ce même mécanisme de démarcation utilisé pour délimiter la Ligne bleue, assurant que la délimitation de la frontière maritime du Liban "consolidera la stabilité et la sécurité" du pays. Lors de leur réunion, les deux hommes ont discuté de manière générale de la situation au Liban-Sud et des violations israéliennes des territoires libanais, selon l'Agence nationale de l'Information (Ani, officielle). Lors de sa récente visite à Beyrouth, le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo aurait proposé aux dirigeants libanais de dissocier les frontières maritimes des frontières terrestres, en commençant par régler les différends terrestres et en confiant à une commission d'arbitrage internationale le conflit sur les 850 km² de la zone maritime que le Liban réclame et que les Israéliens revendiquent. En attendant la décision de l'arbitrage, des sociétés internationales prendraient en charge l'exploitation des ressources gazières de cette zone.

□ □ THEME 6 - 2 : D'après la CIA, Huawei serait financé par l'armée et le renseignement chinois

Source, journal ou site Internet : O1 net

Date : 23 avril 2019

Auteur : Gilbert Kahlenborn

Adressé par André Dulou

L'agence de renseignement américaine aurait alerté ses partenaires de l'alliance Five Eyes. Ces financements pourraient considérablement ternir l'image du fabricant chinois.

L'info

D'après les informations du journal The Times, la CIA aurait récemment alerté ses homologues de l'alliance Five Eyes que le fabricant chinois Huawei recevait des financements de la part de l'armée populaire chinoise, de la commission nationale de sécurité chinoise et d'une partie du renseignement national. L'alliance Five Eyes regroupe les Etats-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Huawei a répondu au Times qu'il ne commentait pas « *les allégations non fondées et sans aucun élément de preuve provenant de sources anonymes* ».

Ce que cela implique

Cette information risque de compliquer un peu plus les affaires du fabricant chinois, qui est de plus en plus soupçonné d'être le fer de lance de l'espionnage chinois dans le monde. Recevoir des financements de la part d'agences gouvernementales chinoises liées à la sécurité nationale et au renseignement serait un coup fatal pour l'image de ce fabricant qui se présente toujours comme un acteur privé et indépendant.

Le contexte

Depuis des mois, les Etats-Unis mettent la pression sur Huawei qu'ils considèrent comme un cheval de Troie du renseignement chinois. En janvier, le ministère de la Justice a accusé l'entreprise de 23 chefs d'accusation, dont le vol de propriété intellectuelle et la fraude. Il a également accusé de fraude Meng Wanzhou, directrice financière et fille du cofondateur, qui a été arrêtée au Canada. Par ailleurs, les Etats-Unis incitent fortement ses alliés européens à ne pas déployer les équipements 5G de Huawei pour des raisons de confidentialité des échanges.

□ □ THEME 6 - 3 : Exercice du groupement tactique de l'OTAN en Lituanie

Source, journal ou site Internet : OTAN

Date : 17 avril 2019

Auteur :

Adressé par André Dulou

Le groupement tactique multinational de l'OTAN en Lituanie a entamé l'exercice Eager Leopard à Pabrade ce mercredi (17 avril 2019). Cet exercice mobilise environ 650 hommes, notamment des forces armées tchèques, néerlandaises, allemandes et norvégiennes. Il offre l'occasion au groupement tactique d'améliorer son état de préparation et de tester son aptitude à déployer des hommes et du matériel. Le groupement tactique mènera trois séquences d'entraînement de 36 heures et mettra à l'épreuve des tactiques défensives et offensives. « Cet exercice est l'occasion idéale pour les compagnies allemandes, néerlandaises et tchèques de renforcer leur état de préparation ainsi que leurs capacités. C'est d'autant plus important pour la préparation de l'exercice Iron Wolf, exercice d'entraînement sur le terrain de niveau 3, que nous mènerons avec nos partenaires lituaniens en juin », a déclaré le lieutenant-colonel Peer Papenbroock, commandant du groupement tactique en Lituanie. L'OTAN a déployé quatre groupements tactiques multinationaux en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne en 2017. Ces groupements tactiques, dirigés respectivement par le Royaume-Uni, le Canada, l'Allemagne et les États-Unis, sont constitués de forces multinationales prêtes au combat. Leur présence envoie un message clair : toute attaque contre un Allié sera considérée comme une attaque contre l'ensemble de l'Alliance. Les groupements tactiques de l'OTAN font partie du plus grand renforcement de la défense collective de l'Alliance depuis une génération.

THEME 6 - 4 : Le Conseil d'Etat rejette les demandes de rapatriement de ressortissantes françaises et de leurs enfants retenus en Syrie

Source, journal ou site Internet : Conseil d'Etat

Date : 23 avril 2019

Auteur : Communiqué de presse

Adressé par Jean-Claude Tourneur

L'Essentiel :

– Le juge des référés du Conseil d'État était saisi, en appel, de quatre demandes de rapatriement de ressortissantes françaises et de leurs enfants retenus en Syrie.

– Le juge des référés rejette ces demandes en relevant qu'elles nécessiteraient l'engagement de négociations avec des autorités étrangères ou une intervention sur un territoire étranger, et ne peuvent donc être demandées à un juge.

Les faits et la procédure :

Quatre demandes, émanant de ressortissantes françaises ou de membres de leurs familles, ont été présentées au juge des référés du tribunal administratif de Paris tendant au rapatriement de ces femmes et de leurs enfants détenus dans les camps de Roj et d'Al-Hol, en Syrie. Le juge des référés du tribunal administratif de Paris a rejeté ces demandes par des ordonnances des 9 et 10 avril 2019, dont les intéressés ont fait appel devant le juge des référés du Conseil d'État.

Les ordonnances de ce jour :

Le juge des référés du Conseil d'État relève que ces demandes ont pour objet soit que l'État intervienne auprès d'autorités étrangères sur un territoire étranger afin d'organiser le rapatriement en France de ressortissants, soit qu'il s'efforce de prendre lui-même des mesures pour assurer leur retour à partir d'un territoire hors sa souveraineté. Il précise que les mesures ainsi demandées en vue d'un rapatriement, qui ne peut être rendu possible par la seule

délivrance d'un titre leur permettant de franchir les frontières françaises, ainsi que cela a été demandé à l'audience, nécessiteraient l'engagement de négociations avec des autorités étrangères ou une intervention sur un territoire étranger. Le juge des référés du Conseil d'État en déduit que les mesures en cause ne sont pas détachables de la conduite des relations internationales de la France et qu'elles ne relèvent donc pas de la compétence d'un juge.

7/ SECURITE INTERIEURE

□ □THEME 7 - 1 : Témoignage . Fusillade à Nantes : « Ils tiraient partout »

Source, journal ou site Internet : Ouest France

Date : 23 avril 2019

Auteur : Stéphanie Lambert

Adressé par André Dulou

Dans un bar du centre, la scène d'une rare violence a duré environ cinq minutes. Un témoin, présent au moment des faits, raconte. « Ils tiraient partout... Dans la réserve, en haut, en bas, même sur les télécs... Partout », raconte un témoin, encore sous le choc. Quelques heures plus tôt, vers 1 h 40 cette nuit du lundi 22 au mardi 23 avril, un homme a été tué par balle lors d'une fusillade rue du Maréchal-Joffre à Nantes. « Tout se passait bien lorsque soudain, trois ou quatre hommes, portant un casque de moto sombre, la visière entièrement teintée de noir » ont surgi dans le bar à chicha du centre, le Moonlight. La fusillade, d'une extrême violence, a duré cinq minutes, selon le témoin. Dans la panique, il court et reçoit du plomb sur la tête et le dos. Sur son corps, les stigmates sont encore visibles. Son « ami », lui, assis tout près des tireurs, est blessé mortellement.

La scène d'une extrême violence a duré environ cinq minutes

Cet événement fait suite à plusieurs autres fusillades qui ont eu lieu les jours précédents. La veille, quatre personnes avaient été blessées dans le quartier de Bellevue à Nantes. La semaine précédente, toujours dans ce quartier, un jeune homme avait été blessé par balle. Des renforts de CRS avaient été annoncés pour dimanche soir.

8/ ENERGIE - ENVIRONNEMENT – CLIMAT

□ □THEME 8 - 1 : Aides d'Etat : la commission autorise un soutien de 385 millions d'euros en faveur de la production d'électricité à partir de sources renouvelables en Lituanie

Source, journal ou site Internet : Conseil européen

Date : 23 avril 2019

Auteur : communiqué de presse

Adressé par André Dulou

La Commission européenne a autorisé, en vertu des règles de l'UE relatives aux aides d'État, un régime d'aides en faveur de la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables en Lituanie. La mesure, ouverte à tous les types de production d'énergie renouvelable,

contribuera à la réalisation des objectifs environnementaux de l'UE sans fausser indûment la concurrence.

Margrethe Vestager, commissaire chargée de la politique de concurrence, a fait la déclaration suivante: «*Le régime contribuera à la transition de la Lituanie vers un approvisionnement énergétique sobre en carbone et durable sur le plan environnemental, conformément aux objectifs environnementaux de l'UE et à nos règles en matière d'aides d'État.*» Le 1^{er} mai 2019, la Lituanie introduira un nouveau régime d'aides en faveur des installations produisant de l'électricité à partir de sources renouvelables comme l'énergie éolienne, solaire ou hydroélectrique. Le régime aidera la Lituanie à atteindre son objectif national en matière de part des énergies renouvelables dans sa consommation finale brute, qui a été fixée à 38 % d'ici à 2025. Le régime en faveur des énergies renouvelables sera applicable jusqu'au 1^{er} juillet 2025 ou jusqu'à ce que l'objectif de 38 % soit atteint. Le régime, doté d'un budget total de 385 millions d'euros, sera ouvert à toutes les installations de production d'énergie renouvelable. Les installations bénéficiant du régime recevront un soutien sous la forme d'une prime, qui sera établie au moyen d'une procédure de mise en concurrence pour tous les types d'installations, quelles que soient leur taille et la technologie d'énergie renouvelable utilisée.

Toutefois, la prime finale ne sera pas fixée à un niveau supérieur à la différence entre:

- le prix de l'électricité sur le marché en Lituanie (le «prix de référence»); et
- les coûts de production moyens de la technologie d'énergie renouvelable la plus rentable en Lituanie (le «prix maximum»), que les autorités lituaniennes ont définie comme étant la production d'énergie éolienne terrestre.

Tant le prix de référence que le prix maximum seront fixés par l'autorité nationale de régulation lituanienne pour chaque enchère. La Commission a apprécié le régime au regard des règles de l'UE en matière d'aides d'État, en particulier sur la base des lignes directrices de 2014 concernant les aides d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie. La Commission a constaté que l'aide avait un effet incitatif, étant donné que le prix du marché ne couvre pas intégralement les coûts de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et que les bénéficiaires devront solliciter une aide avant l'entrée en service des installations de production. L'aide est aussi proportionnée et limitée au minimum nécessaire, car elle couvre uniquement la différence entre les coûts de production et le prix de l'électricité sur le marché. Par conséquent, la Commission a conclu que la mesure lituanienne est conforme aux règles de l'UE en matière d'aides d'État, étant donné qu'elle encourage la production d'électricité à partir de sources renouvelables, conformément aux objectifs environnementaux de l'UE, sans fausser indûment la concurrence.

Contexte

Les lignes directrices concernant les aides d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie adoptées par la Commission en 2014 autorisent les États membres à soutenir la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables sous certaines conditions. Ces règles visent à aider les États membres à réaliser les objectifs ambitieux de l'UE en matière d'énergie et de climat au coût le plus bas possible pour les contribuables et sans fausser indûment la concurrence au sein du marché unique. La directive sur les énergies renouvelables a défini, pour tous les États membres, des objectifs chiffrés à atteindre d'ici à 2030 en ce qui concerne la part d'énergie produite à partir de sources renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie. Pour la Lituanie, l'objectif est fixé à 32 % d'ici 2030. La version non confidentielle de la décision sera publiée sous le numéro SA.50199 dans le registre des aides d'État figurant sur le site web de la Commission consacré à la concurrence dès que les éventuels problèmes de confidentialité auront été résolus. Le bulletin d'information électronique intitulé «State Aid

Weekly e-News» donne la liste des dernières décisions relatives aux aides d'État publiées au Journal officiel et sur l'internet.

□ □ THEME 8 - 2 : Au Groenland, les glaciers fondent de plus en plus vite. Et « ça fait peur »

Source, journal ou site Internet : Sciences et avenir

Date : 23 avril 2019

Auteur : avec AFP

Adressé par André Dulou

Une nouvelle étude révèle l'accélération majeure de la fonte glaciaire au Groenland depuis huit ans. Mesurer la fonte des glaces au Groenland ou en Antarctique est un exercice relativement précis en 2019, grâce à un arsenal de satellites, de stations météo et de modèles climatiques sophistiqués. Les scientifiques savaient aussi le faire assez bien pour les années 1990 et 2000, mais les estimations des décennies précédentes étaient jusqu'à présent peu fiables, car les satellites et autres technologies de mesures étaient moins avancés.

Un changement à une vitesse effrayante

Dans une étude parue lundi 22 avril 2019 dans les *Compte-rendus de l'Académie américaine des sciences (PNAS)*, des chercheurs ont recalculé la perte de glaces depuis 1972, date de la mise en orbite des premiers satellites Landsat ayant photographié régulièrement le Groenland. "*Quand on regarde sur plusieurs décennies, il vaut mieux s'asseoir sur sa chaise avant de regarder les résultats, parce que ça fait un petit peu peur de voir à quelle vitesse ça change*", dit à l'AFP le glaciologue français Eric Rignot, à l'Université de Californie à Irvine, coauteur de l'étude avec des collègues en Californie, à Grenoble, Utrecht et Copenhague. "*C'est aussi quelque chose qui affecte les quatre coins du Groenland, pas juste les parties plus chaudes au Sud*". Les glaciologues disposent de trois méthodes pour mesurer la fonte glaciaire. Des satellites mesurent tout simplement l'altitude - et ses variations - grâce à un laser : si un glacier fond, le satellite voit son altitude baisser. Une seconde technique consiste, depuis 2002 grâce à des satellites de la NASA, à mesurer les variations de gravité terrestre : les montagnes ne bougeant (presque) pas, ce sont les mouvements et transformations de l'eau qui les expliquent. Enfin, les scientifiques ont développé des modèles dits de bilan de masse : ils comparent ce qui s'accumule sur le Groenland (pluie, neige) à ce qui en sort (rivières de glace), et calculent ainsi ce qui reste. Ces modèles, confirmés avec des mesures de terrain, sont devenus très fiables depuis le milieu des années 2000, dit Eric Rignot - de l'ordre de 5 à 7% de marge d'erreur, contre 100% il y a quelques décennies.

La glace fond six fois plus vite

L'équipe a utilisé ces modèles pour "remonter dans le temps" et reconstruire en détails où en était la glace du Groenland dans les années 1970 et 1980. Le peu de données dont ils disposaient pour cette période (photos satellites de moyenne résolution, photos aériennes, carottages de neige et autres observations de terrain) a permis d'affiner le modèle. "*On a ajouté un petit morceau d'histoire qui n'existait pas*", ajoute Eric Rignot. Le résultat est que dans les années 1970, le Groenland a gagné 47 gigatonnes de glace par an en moyenne (Gt/an), avant d'en perdre un volume équivalent dans les années 1980. La fonte continue à ce rythme dans les années 1990, avant une accélération forte à partir des années 2000 (187 Gt/an) et surtout depuis 2010 (286 Gt/an). La glace y fond donc six fois plus vite aujourd'hui que dans les années 1980, estiment les chercheurs. Les glaciers du Groenland, rien qu'à eux, auraient contribué à faire monter le niveau des océans de 13,7 millimètres depuis 1972. "*C'est un travail excellent, par une équipe de recherche bien établie qui utilise des méthodes nouvelles pour extraire plus d'informations des données disponibles*", a commenté Colin Summerhayes, du Scott Polar Research Institute à Cambridge. Comme un travail similaire de la même équipe

pour l'Antarctique, la nouvelle étude offre un contexte plus long à la fonte rapide observée au Groenland ces dernières années. "*La fonte glaciaire observée depuis huit ans est équivalente à celle des quatre décennies précédentes*", résume Amber Leeson, de l'Université de Lancaster.

□ □ THEME 8 - 3 : Birmanie : 2 morts, une cinquantaine de disparus dans un glissement de terrain dans une mine de jade

Source, journal ou site Internet : L'Obs

Date : 23 avril 2019

Auteur : avec AFP

Adressé par André Dulou

Rangoun (AFP) - Deux personnes sont mortes et une cinquantaine portées disparues après un glissement de terrain dans une mine de jade dans le nord de la Birmanie, a-t-on appris mardi auprès de la police locale. Au moins "cinquante-quatre personnes sont portées disparues (...) Il est impossible qu'elles aient pu survivre", a déclaré la police. L'accident a eu lieu lundi soir dans l'Etat Kachin, une région montagneuse au cœur de l'industrie du jade, où se produisent régulièrement des catastrophes de ce type. Il a créé un immense "lac de boue" dans lequel de nombreux mineurs ont été engloutis dans leur sommeil ainsi qu'une quarantaine de véhicules, a précisé à l'AFP la police.

A ce stade, seuls deux corps ont été retrouvés.

La Birmanie est le premier producteur mondial de jade, pierre très prisée notamment en Chine voisine. Mais les conditions d'extraction y sont très mauvaises, les compagnies minières employant de nombreux travailleurs illégaux. Les sites attirent en outre de nombreux travailleurs pauvres qui tentent de trouver des morceaux de jade dans les tas de remblais laissés aux abords des mines. Des dizaines de personnes sont tuées chaque année dans des glissements de terrain, mais la plupart surviennent pendant la saison des pluies, qui ne touchera pas le pays avant le mois prochain. En novembre 2015, plus de 100 personnes avaient péri dans un accident similaire. Selon un rapport publié en octobre 2015 par l'ONG Global Witness, la Birmanie a vendu en 2014 sur le marché mondial près de 27,5 milliards d'euros de jade, soit dix fois le chiffre officiel. Cela représente près de la moitié du produit intérieur brut du pays qui reste l'un des plus pauvres d'Asie du Sud-Est. Une grande partie de ces recettes échappe à l'Etat, alors que les combats ont repris depuis 2011 entre les soldats birmans et l'Armée d'indépendance Kachin (KIA) qui tire une large part de ses revenus du jade.

9/ GEOPOLITIQUE DE LA CULTURE :

□ □ THEME 9 - 1 : Requiem pour la charpente de Notre-Dame de Paris

Source, journal ou site Internet : Esprit Surcouf

Date : 22 avril 2019

Auteur : Jean-Claude Menou, conservateur général du patrimoine

Adressé par Jean-Noël Ferret

Nombreux sont ceux qui ont pris la plume pour pleurer sur Notre-Dame. Comme si elle était rasée ! Mais non, elle va vivre, bien moins abimée que Reims, dès 1914 ; un peu plus que Chartres, en 1836. Et cependant, les « pleureurs » (en général, on utilise ce mot au féminin, l'heure est à la masculinisation du mot !) ont raison. Et, pour être franc, l'auteur de ces lignes a réellement eu les larmes qui lui sont montées aux yeux, le soir du 15 avril. C'est que...une part de notre héritage technique et artistique a irrémédiablement disparu dans cet incendie et ne pourra, quoi qu'on fasse, être là retrouvé, être là restauré : l'art des charpentiers médiévaux.

L'INCENDIE DU 15 AVRIL 2019.

Lorsque vous avez vu, sur la nef embrasée, une poutre, puis une autre tomber, loin des tours occidentales mais vers elles, peut-être vous êtes-vous étonné, dans votre peine, de leur si grand rapprochement : la plus proche de l'échafaudage s'est inclinée puis appuyée sur sa voisine, faisant jaillir flammes et étincelles au moment de leur jonction. Et le poids de ces deux-là s'est vite incliné, à son tour, vers la troisième, et ainsi de suite, faisant songer aux dominos debouts et proches : le joueur fait tomber le premier et tous les autres suivent. L'eau n'intervenait pas là, mais plus à l'ouest, vers les tours, à droite de l'écran. Et les pompiers faisaient bien ! S'ils avaient arrosé ces flammes, l'eau se serait mise en cuvette sur les voûtes gothiques et aurait, par son poids, entraîné leur effondrement. Le risque de désagrègement du monument tout entier eut alors été patent ! Des pans de murs extérieurs, les plus décorés, auraient été ruinés. Votre étonnement devant le faible écartement entre les poutres, que vous voyiez verticales mais qui étaient inclinées, vers le sommet, à 55 degrés, pente de la toiture, devant, aussi, leur apparence grêle, c'est justement la superbe, la magistrale invention des charpentiers du début de ce XIIIème siècle : **la charpente à chevrons formant fermes**, dite aussi « charpente à chevrons portant fermes ».

L'ART DU TRAIT.

A la fin du XIIème siècle, l'adoption générale d'une nouvelle manière de bâtir – que, plus tard, on a appelé l'art gothique – a obligé les charpentiers à modifier profondément leur art, « l'art du trait ». L'art gothique adopte l'arc-boutant (et ceux de Notre-Dame de Paris sont l'élégance même) qui repousse à l'extérieur de l'édifice les poussées des voûtes et de la charpente des combles. Donc, plus de murs épais, plus de contreforts massifs. Pour poser la charpente, l'assiette est assez étroite : un mètre, environ. En passant de 40 à 55 degrés, on accroît la pente des toitures ; puis, en rapprochant les unes des autres les longues pièces de bois formant la toiture (on les appelle chevrons) sans les relier par des poutres horizontales appelées pannes, en diminuant leur section, on allège le poids de la charpente. Et surtout, à la base de ces chevrons, on supprime la poutre traversière, appelée entrain. C'est cela le risque, et le coup de génie technique : la voûte d'ogive, en arc brisé peut alors s'inscrire, se loger dans le volume dégagé. La pièce de charpente horizontale (l'entrain) qui n'est plus à la base du triangle mais plus haut vers son sommet, a donc été relevée, elle est appelée « entrain retroussé ». D'ailleurs, les merveilleux charpentiers, pour consolider leurs assemblages, placent des jambettes, des aisseliers, doublent tenons et mortaises pour mieux « embrever » les pièces de charpentes entre elles, bloquent les chevrons par des voliges, arriment en haut des murs goutterots, sur les sablières, des blochets... Suc de la langue française pour définir, avec rigueur, chaque élément de charpenterie (et j'en omet, volontairement, bien d'autres). Vingt ans d'écart entre la charpente du chœur (1220) et celle sur la nef (1240) : progrès dans l'art du trait, meilleure solidarité entre les assemblages triangulaires appelés « fermes », allègement, encore, par des bois à section plus faible et donc plus légers, ce qui les faisaient paraître grêles, au cours de l'incendie. Adresse et science de ces charpentiers, remettant en question leur savoir, le partageant, bien sûr ; et Chartres, Saint Ouen de Rouen, Reims (au XIIIème siècle) améliorent encore ce qui a été fait à Notre-Dame de Paris. Avant Notre-Dame de Paris, à la fin du XIIème siècle, voici l'une des premières charpentes à chevrons formant fermes, à l'abbaye de Clairmont, en Mayenne, à mi-chemin entre Laval et Vitré. On comprend par ce document le

gain de volume que représente l'absence d'entrait, poutre horizontale qui, sur une charpente normale, serait posée sur chacun des murs latéraux. Les entrants retroussés se voient à peine, au-dessus de la partie supérieure des chevrons formant fermes.

Eh bien, c'est tout cela qui n'est plus que cendres et fumées !

Quand on refera, qu'on utilise les techniques du XXIème siècle ! Qu'on n'essaie pas la réfection à l'identique. Ce serait faire insulte aux Maîtres-Charpentiers du XIIIème siècle, si avides de solutions nouvelles, hommes de foi, d'espérance en l'homme. Il reste d'autres charpentes, antérieures ou contemporaines à celles de Notre-Dame, par exemple, en restant dans Paris, à Saint Pierre de Montmartre et, partiellement, à Saint Germain des Prés.

APPORT NÉOGOTHIQUE DIGNE DES PREMIERS MAÎTRES CHARPENTIERES

A Notre-Dame, sur les bras du transept comme à la croisée, c'est, à partir de 1845, l'architecte Eugène-Emmanuel Viollet-le-Duc qui est intervenu (sur concours, en binôme avec Lassus) faisant preuve d'une science de la charpenterie apprise avec vénération. Il admirait les maîtres de XIIIème siècle. Son *Dictionnaire raisonné de l'architecture française du XIème au XVIème siècle* en témoigne. A son époque, il pouvait se servir de poutres plus grosses, ce qu'il a fait ; et les a agencées de manière plus espacée, a utilisé des pannes posées sur des arbalétriers, réalisant, lui aussi, un chef d'œuvre de charpenterie, tour de croisée incluse.

A Notre-Dame, tout Viollet-le-Duc a brûlé !

Aimez ce que jamais on ne verra deux fois, recommande Alfred de Vigny.

Pleurez, plutôt, dirai-je. La « forêt » de Notre-Dame a disparu !

□ □ THEME 9 - 2 : Le bal des hypocrites

Source, journal ou site Internet : L'Expression

Date : 23 avril 2019

Auteur : Chaabane Bensaci - éditorial

Adressé par André Dulou

Selon des chaînes de télévision privées bien connues pour leur entrisme politique, en ces temps de turbulence, Bouguerra Soltani, ancien chef de file du MSP, était à Paris pour des raisons oecuméniques, en sa qualité de grand adepte du dialogue interreligieux...Donc, tout en fêtant Pâques avec la communauté chrétienne, il a proposé son regard méthodique à la manifestation des Algériens de France, place de la République. Mal lui en a pris puisqu'il fut, aussitôt, houspillé et chassé jusqu'à une bouche de métro par de supposés nervis d'une formation sulfureuse qui rêve de s'agripper à la contestation pour la transformer en révolte sectaire. Des images édifiantes quant à la période actuelle où tous les dérapages sont possibles et tous les aventurismes ouvertement affichés. C'est le cas de ces partis qui ont surgi dans l'humus des «années glorieuses», lorsque Bouteflika représentait, aux yeux de tout un peuple, le gage d'une résurrection exemplaire. Voilà donc le MPA, suivi du TAJ de Amar Ghoul, qui «claquent» la porte de la conférence nationale à laquelle les conviait Abdelkader Bensalah, en sa qualité de chef de l'Etat par intérim, certes malheureux, mais néanmoins courageux, faut-il le rappeler, tant il se trouve de plus en plus seul, face à un ouragan populaire en train de tout emporter. Il n'y a pas si longtemps de cela, le MPA et le TAJ avaient des «positions» autrement plus «cool» vis-à-vis du pouvoir, mais voilà qu'ils cherchent, maintenant, à s'agripper, avec un à propos pathétique, au fourgon d'une opposition «sans peur et sans reproche». No comment, dira-t-on... Il est amusant de remarquer combien, d'est en ouest, le mot d'ordre général est de rallier et de «soutenir» l'institution militaire, quitte, si besoin est, à multiplier les offres de service qu'apparemment personne ne leur a demandé. Tel est l'art de l'entrisme, en politique, et, sur ce

plan, c'est à qui se montrera encore plus opportuniste que les autres. Tandis que le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'ANP, poursuit, imperturbable, ses inspections dans les différentes Régions militaires, à coup d'exercices répétés, afin de donner à réfléchir aux ennemis du pays, internes et extérieurs, on entend des porte-voix qui ne tarissaient pas d'éloges sur leur supposé chef hiérarchique, quelques mois auparavant, tomber aujourd'hui dans l'invective et le dénigrement le plus affligeant. Molière avait bien raison de vouer au diable tous les Tartuffe dont le monde, en général, et la politique, en particulier, ici comme partout ailleurs, sont truffés jusqu'à la lie....

10/ GEOPOLITIQUE DE L'INFORMATION :

□ □THEME 10 - 1 : Huawei va déployer la 5G en Egypte pour la coupe d'Afrique des Nations

Source, journal ou site Internet : La Tribune

Date : 21 avril 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Le géant chinois des technologies Huawei va déployer la 5G pour la première fois en Egypte lors de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN-2019), qui aura lieu dans le pays cet été, a annoncé ce dimanche le ministre des Télécoms égyptien. "*Huawei va mettre en œuvre les premières expériences de la 5G au stade du Caire lors des matchs de la CAN*", a annoncé le ministre des Télécoms Amr Talaat, dans un communiqué du gouvernement. Amr Talaat a assisté dimanche à une rencontre entre le Premier ministre égyptien Moustafa Madbouli et des responsables de Huawei au Caire, selon le communiqué. "*L'Egypte souhaite coopérer avec Huawei dans le domaine de l'intelligence artificielle, du transfert de technologie et de la 5G*", a-t-il ajouté. La CAN se déroulera du 21 juin au 19 juillet. Le Stade international du Caire est l'un des six terrains qui accueilleront les 24 équipes qualifiées pour la compétition.

Huawei en piste pour créer un "cloud" en Egypte

En février, le ministère des Télécoms avait annoncé que l'entreprise chinoise avait exprimé sa volonté de créer, en Egypte, sa première plateforme de données pour le "cloud", services d'informatique dématérialisée, en Afrique et au Moyen-Orient. Plusieurs pays mènent pourtant une campagne intense à travers le monde contre le fabricant chinois, évoquant des risques d'accès par les services de renseignement de Pékin aux communications 5G, la nouvelle génération ultrarapide de l'internet mobile. Huawei nie ces accusations en bloc.

□ □THEME 10 - 2 : CIR : l'Europe approuve la création d'une base de données biométriques

Source, journal ou site Internet : Silicon

Date : 23 avril 2019

Auteur : La Rédaction

Adressé par André Dulou

Le Parlement européen s'est prononcé en faveur de la mise en place d'une Common Identity Repository (CIR), une base de données européenne sur les données biométriques.

La CIR vise à améliorer l'échange des enregistrements d'identité (noms, numéros de passeport, ...) et biométriques (empreintes, reconnaissance faciale, ...) entre les pays de l'Union pour gérer les passages aux frontières des non résidents. L'idée consiste à rendre les différents systèmes interopérables pour faciliter la tâche des services douaniers, des agents chargés du contrôle des flux migratoires et des autorités judiciaires.

CIR : 2 ans pour adopter les nouvelles règles

Les données devraient circuler plus rapidement grâce à la mise en place d'un portail de recherche européen et le partage des données biométriques et judiciaires. Après l'approbation officielle du Conseil, les États membres disposeront de deux ans pour adopter les nouvelles règles. Selon les législateurs, la CIR ne cible que les citoyens non membres de l'UE. Ils ont promis de garantir la protection des droits fondamentaux et à l'accès aux données. Reste que cette base de données centralisée laisse dubitative les protecteurs des libertés. Ils y voient surtout la mise en place d'un énorme système de suivi des citoyens.

□ □ THEME 10 - 3 : Pour Kaspersky, l'ouverture du code source va devenir incontournable

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 23 avril 2019

Auteur : Eileen Yu

Adressé par André Dulou

Sécurité : *Les gouvernements inquiets de la sécurité des systèmes fabriqués par des sociétés de technologie étrangères devraient demander à ces fournisseurs d'ouvrir leurs codes sources à l'inspection, a déclaré Eugene Kaspersky. C'est ce qu'ont déjà fait plusieurs acteurs tels que Huawei et Kaspersky.*

Plutôt que de laisser la paranoïa grandir, les gouvernements soucieux de leur sécurité devraient demander aux entreprises technologiques d'ouvrir leurs systèmes et leurs codes sources à des fins d'inspection. De plus, avec le développement de réseaux 5G permettant le transfert et le traitement de gros volumes de données via le cloud, les fournisseurs informatiques devront de plus en plus fournir de telles options pour dissiper les inquiétudes des entreprises en matière de sécurité. Selon Eugene Kaspersky, PDG et président de Kaspersky Lab, les réseaux 5G vont proposer une connectivité accrue, connecter plus de périphériques et de consommateurs et permettre d'envoyer davantage de données dans le cloud. Les machines à café et les réfrigérateurs connectés au web vont pouvoir transmettre des informations sur ce que les consommateurs boivent et mangent, et les véhicules connectés vont pouvoir offrir des données sur les déplacements des consommateurs au cours de la journée. "Toutes les informations seront donc dans le cloud et la 5G en sera le transporteur", a déclaré Kaspersky dans un entretien avec ZDNet. Avec autant de données traitées sur des appareils et analysées sur le cloud, il a souligné la nécessité pour les acteurs technologiques de gérer des "centres de transparence" afin de créer une relation de confiance entre les entreprises et les consommateurs. Ces installations permettraient aux gouvernements et aux entreprises d'examiner les codes sources des systèmes qu'ils sont en train d'évaluer ou qu'ils souhaitent déployer, ainsi que d'évaluer les processus internes du fournisseur, a-t-il déclaré, soulignant les propres efforts de Kaspersky dans ce domaine. La société de technologie russe a ouvert son premier centre de transparence à Zurich l'année dernière, transférant ses processus centraux de Moscou vers la ville suisse. Des projets sont en cours pour ouvrir un autre établissement de ce type à Madrid, avec un troisième

à suivre en Asie du Sud-Est, selon Eugene Kaspersky. Le dirigeant a déclaré que Singapour et la Malaisie faisaient partie des marchés sur lesquels il souhaitait se positionner. Il a ajouté qu'un centre serait mis en place au cours du premier semestre de cette année pour répondre aux besoins des entreprises privées, étant donné que le site de Zurich répond principalement aux demandes du gouvernement. Kaspersky utilise les centres de transparence pour traiter les données qu'il gère pour ses clients et permettre aux entreprises et aux gouvernements d'examiner le code source de ses produits. Cela permet également aux chercheurs d'identifier des bugs et des moyens d'optimiser ses produits, a déclaré le dirigeant. Il a également suggéré qu'à l'avenir, il serait nécessaire que ces centres soient situés dans chaque pays dans lequel les clients exercent leurs activités. Interrogé sur les solutions proposées par les gouvernements pour résoudre les problèmes de sécurité liés à certains systèmes informatiques, tels que l'inquiétude du gouvernement américain à propos des équipements 5G de Huawei, Eugène Kaspersky joue la carte de la transparence. Tout gouvernement qui doute d'une technologie ou d'un produit devrait demander au fournisseur d'ouvrir ses codes sources à des fins d'inspection selon Kaspersky. Il a ajouté que Huawei avait mis ses codes sources à la disposition des gouvernements britannique et allemand pour examen. Il a également exhorté les entreprises à renforcer leur cyber "immunité", afin que le coût d'une cyberattaque devienne plus important et que les pirates informatiques soient découragés de lancer une attaque.

□ □ THEME 10 - 4 : Internet : Free et SFR cumulent plus de la moitié des résiliations en 2018

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 23 avril 2019

Auteur : Pierre Benamou

Adressé par André Dulou

Technologie : Alors que Free et SFR font les frais d'une qualité de service jugée plus défaillante que chez la concurrence, ce sont au contraire des tarifs jugés plus importants qu'ailleurs qui sanctionnent Orange et Bouygues Telecom.

Les abonnés aux offres Internet de Free et SFR seraient-ils moins fidèles que les autres ? Les deux FAI cumulent de fait plus de la moitié des résiliations comptabilisées en 2018 par l'Observatoire des résiliations réalisé la semaine passée. "Ces deux opérateurs sont également ceux qui concentrent le plus d'alertes auprès de l'Arcep et de signalements sur les sites de défense de consommateurs. Parmi les reproches qui leurs sont faits, la qualité du réseau (Free) et les obstacles à la résiliation (SFR) sont les plus cités", explique du moins le document pour justifier le départ des abonnés de Free et SFR vers d'autres fournisseurs. Pour l'observatoire, la versatilité des abonnés provient avant de l'attrait d'une offre concurrente, qui constitue 39 % des motifs de résiliation. Si 17 % des résiliations sont également dues à des motifs légitimes (qui recouvrent notamment des situations de décès de l'abonné, de chômage, de surendettement, de déménagement en zone non-couverte ou encore d'hospitalisation de longue durée), l'insatisfaction liée au service fournie fait également partie des arguments les plus avancés (à 11 %) pour justifier d'une résiliation. Comme le relèvent les auteurs de cette étude, les problèmes techniques et l'insatisfaction liée au service ont généré au total 25 % des résiliations chez les opérateurs au cours de l'exercice 2018. Ces derniers expliquent également que 32 % des personnes interrogées n'ont pas souscrit un nouvel abonnement internet à l'issue de leur résiliation. Si une partie de ce pourcentage (soit 17 %) résulte de motifs légitimes, ce pourcentage important des résiliations sans souscription s'explique aussi en partie par l'utilisation des mobiles pour se connecter et naviguer, qui "associée à des forfaits disposant de toujours plus de data, permet à toute une population de se passer de connexion domestique",

comme l'expliquent les auteurs de l'étude réalisée par résilier.com. Rappelons à cet effet que le Baromètre du numérique 2018 de l'Arcep démontrait en fin d'année dernière que 42 % des jeunes estiment que leur connexion mobile est plus rapide que leur connexion fixe, soit 10% de plus que l'année précédente.

Free et SFR comptabilisent 52 % des résiliations en 2018

Dans le détail, Free comptabilise 27 % des résiliations à une offre internet en 2018. Une faute avant tout imputable à une qualité de service jugée défailante par plus de la moitié des abonnés ayant résilié leur offre en 2018. Le FAI de Xavier Niel, qui a dépassé en 2018 le million d'abonnés pour ses offres THD, fait notamment les frais d'un service jugé insatisfaisant pour 33 % des abonnés ayant résilié leur offre, tandis que 20 % d'entre eux justifient également leur passage à la concurrence par des problèmes techniques. Mais la concurrence joue également un grand rôle dans le départ de certains abonnés du FAI. 33 % d'entre eux expliquent ainsi leur départ par l'attrait d'une offre concurrente. SFR fait également les frais d'un taux important de résiliation. 25 % des abonnés à une offre internet ayant résilié leur offre en 2018 ont ainsi quitté la marque au carré rouge l'année passée. Comme le rapportent les auteurs de cette étude, la filiale d'Altice France est avant tout touchée par la guerre des prix que lui livre la concurrence. 39 % des abonnés SFR étant "passés à l'ennemi" ont justifié leur départ par l'attrait d'une offre concurrente. A l'instar de Free, SFR fait également les frais d'une qualité de service jugée insatisfaisante puisque 33 % des abonnés ayant déserté l'opérateur expliquent leur départ par des motifs d'insatisfaction liée au service et que 6 % d'entre eux avancent des problèmes techniques. "Les abonnés de SFR sont partis essentiellement vers Bouygues Telecom (36 %) et Orange (29 %)", rapportent les auteurs de cette étude, qui jugent qu'il "est logique que quittant un opérateur offrant un service clients jugé défailant, ils optent pour ceux qui sont en réputés pour ce service".

Orange fait les frais d'offres jugées plus chères que la concurrence

Si la qualité de service n'est pas un motif avancé par les abonnés ayant résilié aux offres de Bouygues Telecom, le FAI est pour sa part touché avant tout par des offres jugées plus attrayantes chez la concurrence. "Si le groupe s'est très bien comporté, sans perte nette d'abonnés, il a subi les attaques de Free et des lowcost Sosh et RED, qui ont pour avantage de profiter des réseaux de leur maison mère. Ceci explique que 45 % des clients ont résilié pour une offre commerciale plus avantageuse", expliquent ainsi les auteurs du baromètre, qui relèvent toutefois que des problèmes techniques persistent également chez Bouygues Telecom, puisque 22 % des départs sont justifiés par ces mêmes problèmes techniques. Enfin, si Orange a fait le pari de la qualité du service au détriment d'un tarif souvent jugé plus haut que chez la concurrence, ce choix stratégique s'est révélé à double tranchant. 60 % des abonnés ayant résilié leur offre internet auprès de l'opérateur historique ont ainsi justifié leur départ par l'attrait d'une offre concurrente. "Le prix est devenu un critère de choix incontournable, et la politique d'Orange se heurte aux exigences d'économie des foyers", expliquent les auteurs de cette étude, qui relèvent par ailleurs que les clients sur le départ d'Orange, "attachés à une qualité de service", ont été 50 % à se tourner vers SFR, "qui conjugue dans leur esprit des offres très complètes et la sécurité d'un opérateur de premier plan". A noter que seul 20 % des résiliations ont été justifiées par une qualité de service jugée défailante.

□ □ THEME 10 - 5 : Les mots de passe de 2 millions de réseaux

WI-FI ont fuité sur Internet

Source, journal ou site Internet : 01.net

Date : 23 avril 2019

Auteur : Gilbert Kallenborn

Adressé par André Dulou

L'info

Téléchargée par plus de 100.000 personnes, l'application mobile « WiFi Finder » permet de trouver des réseaux Wi-Fi autour de soi et de partager des accès Wi-Fi entre utilisateurs. Un chercheur en sécurité vient de découvrir que les mots de passe de ces réseaux Wi-Fi partagés étaient stockés en clair dans une base de données en ligne non protégée. Plus de 2 millions d'identifiants étaient ainsi accessibles à n'importe qui, aussi bien ceux de hotspots publics que de réseaux privés. Alerté par TechCrunch, l'hébergeur a finalement déconnecté cette base.

Ce que cela implique

Cette base de données contenait les données de géolocalisation pour chaque réseau Wi-Fi. N'importe quel pirate pouvait donc localiser des réseaux sans fil de particuliers et, pourquoi pas, s'y connecter pour procéder à des attaques. En théorie, cette application n'est censée partager que les mots de passe de hotspots publics. Mais dans les faits, elle permet également d'accéder à des réseaux Wi-Fi privés. Partager le mot de passe de son réseau Wi-Fi est évidemment une très mauvaise idée. Les utilisateurs de cette application ne se rendaient sans doute pas compte des conséquences.

Le contexte

Toutes les applications mobiles ne se valent pas et il faut toujours vérifier qui les a développées. TechCrunch a essayé de contacter l'éditeur de l'application « WiFi Finder », mais sans succès. Le nom indiqué sur la fiche de Google Play est « Google Commerce Ltd », ce qui laisse supposer une tentative d'usurpation. La même application existe également sur l'App Store, développé par un certain « Yuri Kobets », qui est probablement un nom d'emprunt. Cette application est à fuir.

11/ JOUR Par JOUR ... le 23 avril 2019

□ □ THEME 11 - 1 : Evénements dont c'est aujourd'hui

L'anniversaire

Source, journal ou site Internet : l'internaute histoire

Date : 23 avril 2019

Auteur :

Adressé par André Dulou

1014

23 avril

La bataille de Clontarf

D'abord roi du comté de Munster, puis de toute l'Irlande, Brian Boru inflige une lourde défaite aux Danois, à Clontarf. Il mourra le jour même, assassiné alors qu'il se recueillait sous sa tente. Cet épisode marque la fin de la domination viking et le début d'une lutte de pouvoir entre petits rois d'Irlande.

1336

23 avril

Naissance d'Olivier V de Clisson

Né le 23 avril 1336, Olivier V de Clisson était un seigneur féodal breton extrêmement fortuné. Choissant de se mettre au service du roi de France, il est nommé connétable de France en 1380. A ce titre, il exerçait le rôle de commandement de l'armée en l'absence du roi sur les champs de bataille. La cruauté au combat d'Olivier V de Clisson lui valut d'être surnommé « le Boucher ».

Il fut l'un des acteurs de la guerre de Cent Ans, opposant les Plantagenêt et les Valois.

1407

23 avril

Mort d'Olivier V de Clisson

Décède au château de Josselin (Bretagne) Olivier V de Clisson dit « le boucher » ou « l'éborgné d'Auray » (né le 23 avril 1336 à Clisson), grand connétable de France, comte de Porhoët et baron de Pontchâteau. Seigneur féodal breton fortuné, il combattit tour à tour les Valois et son suzerain, le duc Jean IV de Bretagne, alors allié des Anglais. Réputé pour sa grande valeur au combat – et sa cruauté –, Il s'illustra dans la guerre de Cent ans, faits d'armes pour lesquels il accéda au titre de connétable en 1380.

1520

23 avril

Pánfilo de Narvaez envoyé contre Hernán Cortés

Le gouverneur de Cuba, Diego Velásquez, charge Pánfilo de Narvaez de se rendre au Mexique. Il doit alors capturer Hernán Cortés, dont la désobéissance déplaît fortement au gouverneur. Avisé des événements, l'insurgé met en place plusieurs centaines d'hommes, qui parviennent à arrêter Narváez. Ce dernier sera emprisonné jusqu'en 1521. Quelques années plus tard, il se rendra en Floride mais l'expédition sera un véritable échec. Narváez périra noyé.

1521

23 avril

Bataille de Villalar

Le 23 avril 1521 s'est déroulée à Villalar, une ville de la province de Valladolid en Espagne, la bataille de Villalar, opposant les troupes comuneras de Juan de Padilla aux troupes impériales de Charles Ier d'Espagne. Cette bataille intervient en pleine révolte populaire baptisée guerre des Communautés de Castille, et fut engagée par ceux qu'on appellera les « comuneros ». La bataille voit la victoire des troupes impériales. Un millier de « comuneros » seront tués durant cette bataille.

1564

23 avril

Naissance de Shakespeare

Si l'on en croit la tradition, Shakespeare naît à Stratford-sur-Avon d'un père enrichi et d'une mère de la bourgeoisie. Le dramaturge passera sa jeunesse à Stratford avant de partir à Londres pour des raisons inconnues. Il sera alors l'un des plus grands dramaturges du théâtre élisabéthain, oeuvrant avec succès au Globe Theatre. Il reviendra sur ses terres natales en 1611 pour s'y éteindre cinq ans plus tard, un 23 avril.

1586

23 avril

Boris Godounov prend le pouvoir en Russie

A la mort de Nikita Romanov, la succession à la tête de la Russie est libre : toutefois, en raison de l'affaiblissement du pouvoir du tsar, seul son beau-frère, Boris Godounov, présente sa candidature. Il est facilement élu par l'Eglise et les communes, mais il est peu apprécié du peuple, n'ayant aucune légitimité historique. C'est pourquoi il s'évertuera durant son règne à marier sa fille à un prince européen,

mais ses tentatives échoueront. Son règne fut marqué par son attitude calme et sa grande prudence.

1671

23 avril

Le maître d'hôtel Vatel se suicide

La mort tragique de Vatel, maître d'hôtel du Grand Condé, est passée à la postérité par 2 lettres de la marquise de Sévigné envoyées à sa fille. A un dîner que le prince de Condé offre au roi Louis XIV au château de Chantilly (Oise), le poisson n'étant pas livré à temps, Vatel se croit déshonoré et se transperce de son épée. Mme de Sévigné rapporte que "ce n'est qu'au 3ème coup qu'il tombe mort".

1685

23 avril

Couronnement de Jacques II d'Angleterre

Jacques II d'Angleterre est couronné le 23 avril 1685 en l'abbaye de Westminster. Fils de Charles Ier, il succède à son frère Charles II. Jacques II s'étant converti au catholicisme, il est rejeté par une grande partie de la population, en majorité protestante, et est renversé lors de la Glorieuse Révolution en 1689. Soutenu par son cousin germain Louis XIV, il s'exile en France où il meurt sans avoir pu récupérer son trône.

1775

23 avril

Naissance de Joseph Mallord William Turner, peintre britannique

Joseph Mallord William Turner est un peintre britannique, utilisant les techniques de l'aquarelle et la gravure. Il débute dans un style romantique, représentant des paysages typiques de Grande-Bretagne. Tirant son inspiration de ses nombreux voyages, il adopte un style novateur qui en fait l'un des précurseurs de l'impressionnisme. Surnommé "le peintre de la lumière", il devient excentrique et taciturne et finit sa vie sous le pseudonyme de Mr Booth. Il décède en 1851.

1775

23 avril

New York chasse son gouverneur royal

En pleine guerre d'indépendance, les New-yorkais chassent de la ville le gouverneur royal. La ville conquiert ainsi sa liberté mais pour peu de temps. En effet, dès l'année suivante, les britanniques reprennent la ville qu'ils occuperont jusqu'à la fin de la guerre.

1791

23 avril

Naissance de James Buchanan, 15e président des Etats-Unis

James Buchanan naît le 23 avril 1791 à Cova Gap, en Pennsylvanie. Il mène une double carrière de juriste et d'homme politique avec succès. Tour à tour député, sénateur, ambassadeur américain en Russie, il devient le candidat du parti démocrate en 1857 et accède au rang de quinzième président des Etats-Unis. Esclavagiste soutenant les Etats du Sud, il se heurte aux abolitionnistes. L'histoire le nomme comme principal responsable de la guerre de Sécession qui découlera de ses tergiversations.

1848

23 avril

Premières élections au suffrage universel

La France est le 1er Etat à adopter le suffrage universel masculin. Suite à la Révolution de février 1848 et l'abdication du roi Louis Philippe, le suffrage universel est proclamé le 2 mars 1848. Tous les Français de plus de 21 ans sont appelés à élire une Assemblée constituante. Celle-ci votera la Constitution de la IIème République le 4 novembre 1848. Louis-Napoléon Bonaparte fera un coup d'Etat le 2 décembre 1851 avant de rétablir l'Empire.

1849

23 avril

Arrestation des membres du cercle de Petrachevski en Russie.

L'empereur Nicolas Ier fait arrêter les membres du cercle de Petrachevski qui célèbre des réunions intellectuelles dans la ville de Saint-Petersbourg depuis 1844. A cette époque, les idées opposées au régime sont totalement interdites et la liberté d'expression n'existe pas. Parmi les membres arrêtés se trouve l'écrivain Fiodor Dostoïevski. Ils sont condamnés à mort mais ils sont graciés par l'empereur. Ils sont alors condamnés à des travaux forcés en Sibérie.

1858

23 avril

Naissance du physicien Max Planck

Max Planck naît à Kiel (Allemagne). Célèbre physicien allemand, il a été membre de l'Académie royale des sciences et des lettres de Berlin, lauréat du prix Nobel de physique de 1918, vainqueur de la médaille Lorentz et du prix Goethe. Ses travaux ont essentiellement porté sur la thermodynamique, l'électromagnétisme et la physique statistique. Il est décédé le 4 octobre 1947 à Göttingen (Allemagne).

1891

23 avril

Naissance de Sergeï Prokofiev

Sergeï Prokofiev naît le 23 avril 1891, dans la ville ukrainienne de Sontsovka. Auteur de nombreuses œuvres musicales, il est l'un des compositeurs russes les plus célèbres du XXe siècle. Tour à tour compositeur, pianiste et chef d'orchestre, il est considéré comme un avant-gardiste. Sa créativité l'entraîne vers la composition de concertos, symphonies, ballets et musiques d'opéras. Sous Lénine puis Staline, il parcourt l'étranger avant de revenir en héros sur ses terres natales. Il meurt en 1953.

1916

23 avril

L'insurrection irlandaise de Pâques

1 200 membres des Irish Volunteers, une armée irlandaise clandestine luttant pour l'autonomie de l'Irlande, se révoltent le lundi de Pâques et investissent les places et les monuments Dublin. Les Anglais envoient 20 000 soldats et soumettent la ville au feu de leur artillerie. 60 insurgés et 150 soldats anglais trouveront la mort. En 1919, les Irish Volunteers s'incorporeront dans l'Irish Republican Army (IRA).

1918

23 avril

Raid sur Zeebruges

Le 23 avril 1918 est lancé le raid sur Zeebruges, en Belgique. Cette attaque secrète, longuement préparée par la Royal Navy et les Royal Marines, avait pour but de neutraliser le port belge, alors sous l'emprise allemande. Le port était un point militaire stratégique allemand, il empêchait la progression des forces alliées du Royaume-Uni. Cette attaque sous-marine ne perturbera le trafic du port que pendant quelques jours, les Allemands, assez réactifs, en récupérèrent le contrôle total.

1918

23 avril

Naissance de Maurice Druon

Maurice Druon est un écrivain et homme politique français, né le 23 avril 1918 à Paris. Il a notamment été membre de l'Académie française et ministre des Affaires culturelles de 1973 à 1974. Très jeune, il publie déjà des articles dans plusieurs quotidiens. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il combattra aux côtés de la Résistance, et rejoindra les rangs des Forces françaises libres. Il meurt le 14 avril 2009.

1919

23 avril

La journée de travail passe à huit heures

Un mois à peine après avoir voté la loi sur les conventions collectives, les députés instaurent la journée de huit heures. Associée au jour de repos obligatoire depuis 1906, le travail hebdomadaire est désormais fixé à 48 heures. Des exceptions restent toutefois possibles. Contrairement aux lois de la fin du dix-neuvième qui se limitait parfois à la théorie, elle fut assez bien acceptée et appliquée.

1932

23 avril

Inauguration du Parc des Princes

Le Stade Vélodrome du Parc des Princes, créé en 1897, est agrandi, ses gradins passent de 25 000 à près de 50 000 places. Il sera reconstruit en 1972, pour permettre la création du boulevard périphérique parisien. Lors de la Coupe du monde 1998, le Stade de France, pouvant accueillir 80 000 spectateurs, prendra le relais. Les Bleus y deviendront champions du monde en battant l'équipe du Brésil 3-0 le 12 juillet 1998.

1968

23 avril

L'Afrique du Sud exclue des JO de Mexico

Le Comité international olympique (CIO) exclut l'Afrique du Sud des Jeux Olympiques de Mexico. Elle manifeste ainsi son opposition à l'apartheid (terme afrikaans prônant le "développement séparé"). Ce n'est qu'en 1990, que le président De Klerk fera libérer Nelson Mandela, légalisera l'African National Congress (ANC) et fera abolir ce régime ségrégationniste. L'Afrique du Sud sortira alors de son isolement international.

1971

23 avril

Sortie de "Sticky Fingers"

Le nouvel album du groupe de rock anglais Rolling Stones fait scandale à cause de sa pochette "braguette" créée par le maître du pop-art, Andy Warhol. C'est le

premier 33 tours publié sur leur propre label, Rolling Stones Records au sigle aujourd'hui célèbre : une langue tirée de façon irrévérencieuse. Cet album est considéré par beaucoup comme étant le meilleur des Rolling Stones, avec notamment le fameux "Brown Sugar".

2007

23 avril

Mort de Boris Eltsine

Boris Eltsine meurt à Moscou, suite à un arrêt cardiaque. Dirigeant communiste, Boris Eltsine fut pourtant le principal acteur de la fin de l'URSS et de la sortie du régime communiste. Poussant Gorbatchev vers la porte après l'avoir sauvé d'un coup d'Etat, il fut le premier président de la Russie de l'ère libérale et démocratique. Il avait quitté le pouvoir en 1999, laissant la place à Vladimir Poutine.

12/ REVUE de PRESSE INTERNATIONALE en langue étrangère

□ □ THEME 12 - 1 : [Pentagon declines to disclose US nuclear weapons stockpile](#)

Source, journal ou site Internet : UPI

Date : 23 avril 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

The Department of Defense denied a request to release information on the nation's nuclear stockpile, ending a practice that started a decade ago with little explanation. The Pentagon refused to comply with an Oct. 1 request by the Federation of American Scientists to provide the number of active warheads and those dismantled through the end of Fiscal Year 2019 "After careful consideration. . . it was determined that the requested information cannot be declassified at this time," wrote Andrew P. Weston-Dawkes, director of the Office of Classification at the Department of Energy, in a letter conveying the DoD decision on April 5. The U.S. nuclear stockpile constitutes so-called "Formerly Restricted Data," which is a classification category under the Atomic Energy Act. The DOE did not object to declassification but the Pentagon refused. The Federation of American Scientists, which is a private group that "studies nuclear weapons issues and advocates for government openness on national security issues," routinely asks for the information.

No reason was given for the denial in the letter.

The Trump administration had disclosed to the group that the stockpile consisted of 3,822 nuclear warheads as of Sept. 30, 2017, which is a decrease of 196 warheads from 2016. Also, 354 nuclear weapons were dismantled in 2017, up from 258 the previous year. The information was first declassified in 2010. The stockpile was 5,113 warheads. "Increasing the transparency of our nuclear weapons stockpile, and our dismantlement, as well, is important to both our

nonproliferation efforts and to the efforts we have under way to pursue arms control that will follow the new START treaty," a Pentagon official said at a May 2010 press briefing on the decision to release the information. Previously, only the size of the historic stockpile through 1961 had been officially disclosed in 1993. Hans Kristensen and Robert Norris of FAS had estimated the United States had 5,200 warheads in 2009, which was 87 more than the total that was released. In the past, stockpile declassification has not led to greater openness by Russia. "I think we should have more communication with Russia," said U.S. Army Gen. Curtis Scaparrotti, the retiring Supreme Allied Commander Europe. "It would ensure that we understand each other and why we are doing what we're doing." ?

□ □THEME 12 - 2 : US shrugs as North Korea demands

Pompeo exit talks

Source, journal ou site Internet : AFP

Date : 23 avril 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Donald Trump has said he's in love with North Korean leader Kim Jong Un. But if there's someone with whom the US president is even more smitten, it's Mike Pompeo. North Korea on Thursday demanded that the United States remove the secretary of state from future negotiations after Pompeo apparently encouraged Trump to stand firm and walk away from a summit with Kim in Hanoi in February. The State Department offered a low-key initial response, with a spokesman saying the United States "remains ready to engage North Korea in a constructive negotiation" but not commenting directly. Trump is famously fond of flattery and dismissive of aides. But even though he is eager to strike a potentially historic deal, North Korea is likely misreading US domestic politics by attacking Pompeo. The top US diplomat is one of Trump's few senior aides who has managed to avoid public ruptures with him, amenably rallying to the defense of the president's every move even after pushing different policies. Pompeo was instrumental in the secret diplomacy that eased soaring tensions with North Korea and set the stage for two summits between Kim and Trump, with Pompeo traveling four times last year to Pyongyang, first as CIA director and then as secretary of state. "It would be very difficult for the US to make a move after the statement to change the negotiating team without making it look like Kim Jong Un is dictating the terms," said Jenny Town, a fellow at the Stimson Center and managing editor of the North Korea analytical website 38 North. "I don't think it's going to gain them anything," she said of the North Koreans. "It only makes it more difficult to get back to negotiations."

- Seeking to 'wean' Trump from aides –

Senior North Korean foreign ministry official Kwon Jong Gun, in a statement carried by state media, called Pompeo "reckless" and immature. He also denounced Pompeo's testimony to Congress earlier this month in which, pressed by a senator concerned over what human rights groups say are rampant abuses in North Korea, agreed that Kim was a "tyrant." Bruce Klingner, a senior research fellow at the conservative Heritage Foundation, said that North Korea believed it could achieve its goals through Trump and was "trying to wean the president away from his advisers." "I think they're trying to get another summit," he said. "They feel that is where they can make more traction by appealing to Trump's sense of wanting to have a success, or maintaining the success they have already claimed." North Korea has already shut out Stephen Biegun, the State Department pointman on North Korea, who has failed for months to arrange

a meeting on anything other than the logistics of the Hanoi summit. But North Korea also denounced Pompeo in July last year for his "gangster-like" insistence on disarmament -- and welcomed him back to Pyongyang several months later.

- Mixed messages from Washington –

Trump has quipped that he and Kim are "in love" and spoken of his "beautiful" letters -- and his affection has not dimmed after the Hanoi summit. In an extraordinary intervention last month, Trump -- who has hailed his punishing pressure campaigns on Iran and Venezuela -- blocked the imposition of tough new sanctions on North Korea. Trump said he intervened because he and Kim get along "very well" and that he wanted to maintain the relationship. His move came despite the insistence by Pompeo and John Bolton, Trump's hawkish national security advisor, that the United States will not relent on pressure until North Korea's full denuclearization. Just a day before Trump reversed the sanctions, the Treasury Department had announced action against two Chinese shipping companies over deliveries to North Korea. Town said the administration's messaging on North Korea has been inconsistent from the start. She noted that Bolton -- who before entering the White House mused about attacking North Korea -- took the lead in public statements after the Hanoi summit. "What message does that send the North Koreans, and how much of it is for a domestic audience?" she asked. "It certainly wasn't helpful to the diplomatic process of getting back to negotiations if that's what the US really wants to do."?

□ □ THEME 12 - 3 : US says N.Korean test not a ballistic missile

Source, journal ou site Internet : AFP

Date : 23 avril 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

A weapons test announced by North Korea was not of a ballistic missile, the US defense chief said Thursday, adding that US forces have not changed their posture in response. "There was a test," Patrick Shanahan, the acting defense secretary, told reporters as he met his Albanian counterpart at the Pentagon. He declined to elaborate on the findings of US intelligence but said, "It's not a ballistic missile." "Also there's no change to our posture or to our operations," he said. North Korean state media earlier announced that leader Kim Jong Un had supervised the test-firing of a new tactical weapon with a "powerful warhead," hailing what it called a contribution of "very weighty significance" to its arsenal. Analysts have speculated that the test could have involved anything from a small anti-tank missile to relatively routine artillery, with a South Korean official also saying that the country saw no sign of a ballistic missile. US President Donald Trump has repeatedly boasted that North Korea has suspended both missile and nuclear tests since he embarked on diplomacy a year ago to ease soaring tensions. Trump has met twice with Kim but their second summit, held in Hanoi in February, ended in deadlock with the United States insisting on full denuclearization before it eases sanctions. Amid a standstill in talks, North Korea on Thursday both announced the test and demanded that Secretary of State Mike Pompeo be excluded from negotiations after he apparently encouraged Trump to stand firm in Hanoi.

□ □ THEME 12 - 4 : Hungary will lead NATO's Baltic Air Policing next month

Source, journal ou site Internet : UPI

Date : 23 avril 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Hungary will lead NATO's Baltic Air Policing mission beginning next month at Siauliai Air Base in Lithuania with assistance by Britain and Spain. This will be the 50th Baltic Air Policing deployment, NATO said in a news release Wednesday. NATO member countries have taken turns safeguarding Baltic airspace since Estonia, Latvia and Lithuania joined the alliance in 2004. Other participants are United States, Belgium, Czech Republic, Denmark, France, Germany, Italy, the Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Romania, Turkey. The Baltic nations were under Soviet Union rule from the end of World War II in 1945 until independence in 1991. Hungary will use the JAS-39 Gripen fighter aircraft during the mission. Spain will augment the mission with F-18s at Siauliai, and the United Kingdom will deploy Eurofighter aircraft to Amari Air Base in Estonia. In 2015, Hungary also deployed their Gripen fighters and an air force detachment to lead the mission. Spain has deployed six times under the mission, including twice as lead nation in 2006 and 2016, and three times as augmenting nation at Amari in 2015, 2017 and 2018. Britain was the third nation to lead the mission in 2004 and have since augmented once in Siauliai in 2014 and twice in Amari in 2015 and 2016. "The two additional detachments deployed to the region in the next four months demonstrate collective resolve and deter any threat against NATO allies," NATO said in a news release. NATO Baltic Air Policing is a peacetime defensive mission that joins NATO Allies together to protect each other, "setting a spirit of solidarity within the alliance." In 2014, NATO authorized additional fighter detachments to deploy to the region in response to Russia's "illegal actions" in Ukraine. During the 2014 Crimean crisis, the U.S. Air Force deployed six F-15C Eagle fighter jets from Lakenheath air base in eastern England to the Lithuanian Air Force Base near Siauliai. Poland hosts 10 U.S Air Force personnel to support rotations of the jets for joint training with the Polish air force. Allied Air Command, with its Combined Air Operations Center at Uedem, Germany, can employ more flexibility providing an air policing capability to safeguard NATO airspace in the Baltic Region, NATO said.?

□ □ **THEME 12 - 5 : China using AI to identify Uighurs across China : NYT**

Source, journal ou site Internet : AFP

Date : 23 avril 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Chinese authorities are using a vast system of facial recognition technology to track its Uighur Muslim minority across the country, according to a story in the New York Times. Beijing has already attracted widespread criticism for its treatment of Uighurs in the northwest region of Xinjiang, where up to one million members of mostly Muslim Turkic-speaking minority groups are held in internment camps, according to estimates cited by a UN panel. But according to a Times article on Sunday, facial recognition technology -- integrated into China's huge networks of surveillance cameras -- has been programmed to look exclusively for Uighurs based on their appearance and keep records of their movements across China. Police are now reportedly using artificial intelligence (AI) technology to target Uighurs outside Xinjiang, including in wealthy cities like Hangzhou and Wenzhou. The newspaper claims one central city scanned whether residents were Uighurs 500,000 times in one month alone. Beijing announced a plan in 2017 to

become the world leader in the AI industry. But there have been concerns in the international community that new smart technology is being used for heavy police surveillance in recent years after violent inter-ethnic tensions. The Times cites experts who say this is the first known example of a government intentionally using AI for racial profiling, with appetite for the new systems growing in cities across the country. In the central province of Shaanxi, authorities reportedly "aimed to acquire a smart camera system last year that 'should support facial recognition to identify Uighur/non-Uighur attributes'. The Times says China's Ministry of Public Security did not respond to a faxed request for comment. China denies the accounts of mass detention in Xinjiang, saying it is running educational training centres as part of a fight against Islamic extremism in the region. bur-rox/tom?

□ □ THEME 12 - 6 : [India suspends Kashmir border trade with Pakistan](#)

Source, journal ou site Internet : AFP

Date : 23 avril 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

India has suspended trade across its disputed Kashmir border with Pakistan, alleging that weapons and drugs are being smuggled across the route, as tensions simmer between the nuclear-armed neighbours. Kashmir has been on edge since a February suicide attack that killed 40 Indian paramilitaries and brought the two countries to the brink of war with cross-border air strikes. On Thursday, India's government, which is in the middle of a tough national election, said it had reports that trade on the border was being "misused by Pakistan-based elements for funnelling illegal weapons, narcotics and fake currency". It also said many of those trading across the Line of Control, which divides Kashmir into zones under Indian and Pakistani control, had links to militant organisations. The home ministry said trade would be suspended until a stricter inspection mechanism is in place. The cross-border trade is based on a barter system, with traders exchanging goods including chillies, cumin, mango and dried fruit. It began in 2008 as a way to improve strained relations between New Delhi and Islamabad, who have fought two of their three wars over the disputed region. The Indian Express newspaper said Friday that 35 trucks carrying fruit travelling from the Indian side of the border had been stopped after the government order. Trade on the border has been suspended before, including in 2015, when India accused a Pakistani driver of drug trafficking. The latest move comes after India withdrew "Most Favoured Nation Status" -- covering trade links -- from Pakistan after the February attack, which was claimed by the Pakistan-based Jaish-e-Mohammed Islamist group. Islamabad has denied any involvement in the attack. India's Hindu nationalist Prime Minister Narendra Modi has made national security a key plank of his re-election campaign, pointing to the recent flare-up of violence as he battles the centre-left opposition Congress party. He is seeking a second term from the country's 900 million voters in the mammoth election which kicked off on April 11 and runs till May 19. The results will be out on May 23.?

13/ Titres des articles pouvant être demandés à l'adresse adulou@numericable.fr, qui vous les adressera dans la journée de la demande.

Ces articles n'ont pu être insérés dans la revue de presse. Pour recevoir un ou plusieurs articles, il suffit d'adresser un message électronique à l'adresse :

adulou@numericable.fr;

1) Articles en langue française :

- Divergences franco-allemandes sur la gestion du Brexit : une question aussi politique qu'économique
- Brésil : où va la puissance agro-alimentaire avec Bolsonaro ?
- La Zone de libre-échange continentale (ZLEC) de l'Union africaine, 8 défis à relever Pierre Jacquemot IRIS
- Bilan 2018 : une année solide pour l'Industrie Française Aéronautique, Spatiale et de Défense. (GIFAS)
- Les @mers du CESM 21/04/2019
- Sous les décombres, gare aux aberrations !
- Mise à flot de la Fremm « Alsace »
- Les super-étendard modernisés quittent la France
- L'Hebdo Europe 19 avril
- ArianeGroup, HEC Paris et l'Agence spatiale européenne s'unissent pour explorer l'économie spatiale du futur
- Canal Académie 562
- Comment Notre-Dame est devenue un monument national L'Histoire
- LE BREXIT EST DANS LA NATURE DES CHOSES Un billet de Francis Gutmann Ambassadeur de France
- Ecodef -6 pages
- Les @mers du CESM 23/04/2019
- Première mondiale, l'instrument français SEIS détecte un tremblement martien

2) Articles en langue étrangère :

- N.Korea's Kim oversees test of new weapon with 'powerful warhead'
- New Air Force science and technology strategy puts focus on speed
- Gen Goldfein hosts inaugural space conference for US, partner nations
- North Korea demands Pompeo's removal from US nuclear talks(AFP)
- Boeing receives contract modification for Standoff Land Attack Missiles
- Israeli defence sales topped \$7.5 bn in 2018: ministry (AFP)
- USS Fitzgerald leaves dry dock amid repairs (UPI)
- Japan's F-35As had 7 emergency landings before crash (UPI)
- Up in arms: Insect-inspired arm technology aims to improve drones

3) Liens intéressants à consulter :

<https://www.flightglobal.com/news/articles/civil-aircraft-feature-on-eus-us-countermeasures-li-457569/>?

<https://www.defensenews.com/industry/techwatch/2019/04/17/these-are-the-five-areas-where-the-air-force-wants-to-see-an-explosion-of-technology/>?

https://www.defenseone.com/technology/2019/04/new-nuclear-missiles-cost-estimate-changes-again/156367/?oref=defenseone_today_nl?

<https://www.defenseone.com/technology/2019/04/air-force-begin-shifting-research-funds-these-kinds-next-gen-weapons/156387/>?

Corée du Nord : essai d'une nouvelle « arme tactique guidée

» <http://www.lepoint.fr/tiny/1-2308333>

<https://www.institutmontaigne.org/blog/libye-premieres-lecons-de-loffensive-du-marechal-haftar-sur-tripoli>

<https://www.institutmontaigne.org/blog/la-rue-soudanaise-defie-ses-dirigeants>

<https://www.institutmontaigne.org/blog/les-recentes-elections-municipales-rebattent-elles-les-cartes-du-jeu-politique-turc>

<https://www.nextgov.com/emerging-tech/2019/04/pentagon-investing-space-robots-repair-satellites/156426/>

<https://www.defensenews.com/global/europe/2019/04/19/russia-would-be-turkeys-first-best-choice-for-fighter-jets-if-its-f-35-plan-flops/>

<https://www.breizh-info.com/2019/04/14/116464/empire-america-declin-basle>

<https://themalaysianreserve.com/2019/04/16/palm-oil-may-be-blended-in-jet-fuel-as-study-shows-suitable/?>

<https://www.defensenews.com/digital-show-dailies/aaaa/2019/04/18/us-armys-next-gen-unmanned-aircraft-tech-demo-plans-on-hold/?>

<https://www.bvoltaire.fr/mgr-aupetit-rappelle-a-emmanuel-macron-que-le-mot-catholique-nest-pas-un-gros-mot/>

<https://www.marianne.net/societe/reconstruire-notre-dame-de-paris-en-5-ans-est-ce-bien-realiste-voici-les-precedents>

<https://radionotredame.net/emissions/enquetedesens/23-04-2019/>



Union-ihedn.org

<http://www.union-ihedn.org/les-actualites/revue-de-presse/>